

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201617]

28 FEVRIER 2019. — Décret relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1^o l'Administration : le ou les services désignés par le Gouvernement;

2^o les inspecteurs : les fonctionnaires désignés par le Gouvernement;

3^o les travailleurs : les personnes qui exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne en vertu d'un contrat de travail et celles qui y sont assimilées y compris :

a) les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne, ou qui exécutent des prestations de travail dans des conditions similaires à celles d'un contrat de travail;

b) les personnes qui ne travaillent pas sous l'autorité d'une autre personne mais qui sont assujetties en tout ou en partie à la législation sur la sécurité sociale des travailleurs salariés;

c) les stagiaires qui sont formés ou accompagnés, notamment par la mise à l'emploi dans une entreprise, dans le cadre des législations et réglementations visées à l'article 3;

4^o les bénéficiaires : les personnes, attributaires ou ayants droit, qui ont droit aux avantages accordés par les législations et réglementations visées à l'article 3, et celles qui ont demandé à en bénéficier;

5^o les employeurs : les personnes physiques, les personnes morales de droit privé et public ou les associations de fait qui occupent les travailleurs, ou qui sont assimilées à des employeurs dans les cas et conditions déterminés par la législation et y compris :

a) les bénéficiaires de subventions, à savoir les personnes physiques ou morales qui sollicitent ou ont obtenu des subventions en matière de reconversion ou de recyclage professionnels de la Région wallonne, ou les personnes morales subventionnées directement ou indirectement par la Région wallonne, en ce compris par toute avance de fonds récupérable consentie par la Région wallonne sans intérêt;

b) les bénéficiaires d'un agrément, à savoir les personnes physiques ou morales qui sollicitent ou ont obtenu un agrément de la Région wallonne en matière de reconversion ou de recyclage professionnels ou d'une personne morale subventionnée directement ou indirectement par la Région wallonne;

6^o les données sociales : les données nécessaires à l'application des législations et réglementations visées à l'article 3;

7^o les données sociales à caractère personnel : les données sociales concernant des personnes identifiées ou identifiables;

8^o les institutions publiques de sécurité sociale : les institutions publiques et les services des gouvernements chargés d'appliquer la législation relative à la sécurité sociale;

9^o les institutions coopérantes de sécurité sociale : les organismes de droit privé, agréés pour collaborer à l'application de la législation relative à la sécurité sociale;

10^o les lieux de travail : les lieux où des activités soumises au contrôle des inspecteurs sont exercées ou dans lesquels sont occupées des personnes soumises aux législations et réglementations visées à l'article 3 et, entre autres, les entreprises, parties d'entreprises, établissements, parties d'établissements, bâtiments, locaux, endroits situés dans l'enceinte de l'entreprise, chantiers et travaux en dehors des entreprises ainsi que les endroits où les documents portant sur les activités réglementées sont conservés;

11^o les supports d'information : les supports d'information sous quelque forme que ce soit, comme des livres, registres, documents, supports numériques ou digitaux, disques, bandes et y compris ceux accessibles par système informatique ou par tout autre appareil électronique;

12^o le contrevenant : la personne physique ou morale à laquelle une amende administrative peut être infligée conformément au Chapitre 9;

13^o le fonctionnaire sanctionnant : le fonctionnaire désigné par le Gouvernement et habilité à prendre des décisions en matière d'amende administrative au sens du présent décret;

14^o la personne concernée : la personne physique identifiée ou identifiable visée à l'article 4, 1) du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE;

15^o le règlement général sur la protection des données : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités relatives au calcul des délais ainsi que celles relatives à la transmission des documents, informations et données dans le cadre du présent décret et de ses mesures d'exécution.

Art. 3. Les inspecteurs sont chargés de contrôler le respect des législations suivantes et de rechercher et constater les infractions aux législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels visées à l'article 3, 3^e et 4^e, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

CHAPITRE II. — Pouvoirs des inspecteurs

Art. 4. Sans préjudice du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative, le serment des inspecteurs est prêté entre les mains du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions ou de son délégué.

Art. 5. Les inspecteurs n'ont pas la qualité d'officier de police judiciaire.

Dans l'exercice de leurs fonctions les inspecteurs peuvent requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services régionaux.

Art. 6. Les inspecteurs exercent leurs missions munis du titre de légitimation de leurs fonctions, dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Dans l'exercice de leurs fonctions, ils présentent leur titre de légitimation et signalent en quelle qualité ils agissent aux personnes rencontrées dans ce cadre.

Art. 7. § 1^{er}. Les inspecteurs peuvent, dans l'exercice de leurs missions, pénétrer librement, à toute heure du jour et de la nuit, sans avertissement préalable, dans tous les lieux de travail qui sont soumis à leur contrôle lorsqu'ils ont un motif raisonnable de supposer qu'y travaillent des personnes soumises aux législations et réglementations visées à l'article 3.

Toutefois, dans les espaces habités, les inspecteurs peuvent pénétrer uniquement :

1^o lorsqu'ils se rendent sur place pour constater une infraction en flagrant délit;

2^o à la demande ou avec l'accord de la personne qui a la jouissance réelle de l'espace habité. Cette demande ou cet accord est donné par écrit et préalablement à la visite domiciliaire;

3^o en cas d'appel provenant de ce lieu;

4^o en cas d'incendie ou d'inondation;

5^o lorsqu'ils sont en possession d'une autorisation de visite domiciliaire délivrée par le juge d'instruction.

§ 2. Pour obtenir une autorisation de visite domiciliaire visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 5^o, les inspecteurs adressent une demande motivée au juge d'instruction, contenant :

1^o l'identification des espaces habités qui font l'objet de la visite domiciliaire;

2^o la mention de la législation qui fait l'objet de leur contrôle et pour laquelle les inspecteurs estiment qu'ils ont besoin d'une autorisation de visite domiciliaire;

3^o le cas échéant, les infractions éventuelles qui font l'objet du contrôle;

4^o tous les documents et renseignements desquels il ressort que l'utilisation de ce moyen est nécessaire.

Les inspecteurs peuvent obtenir une autorisation de visite domiciliaire pour l'accès aux espaces habités après vingt-et-une heures et avant cinq heures moyennant une motivation spéciale de la demande au juge d'instruction.

§ 3. Le juge d'instruction décide dans un délai de quarante-huit heures maximum après réception de la demande visée au paragraphe 2.

La décision du juge d'instruction est motivée, voire spécialement motivée en cas de visite domiciliaire après vingt-et-une heures et avant cinq heures.

Aucune voie de recours n'est ouverte contre cette décision.

A l'exception des pièces qui permettent de déduire l'identité de l'auteur d'une éventuelle plainte ou dénonciation et sans préjudice de l'application de l'article 30, les pièces motivant l'obtention d'une autorisation de visite domiciliaire conformément au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, sont versées au dossier répressif ou au dossier dans le cadre duquel une amende administrative peut être infligée.

§ 4. Dans le cas d'une visite domiciliaire, les inspecteurs disposent de tous les pouvoirs qui leur sont conférés par le présent décret, à l'exception de la recherche de supports d'information et les pouvoirs y afférents visés à l'article 8, §§ 3 à 5.

Art. 8. § 1^{er}. Les inspecteurs procèdent à tout examen, recherche, contrôle et audition et recueillent toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les législations et réglementations visées à l'article 3 sont observées.

§ 2. Les inspecteurs prennent l'identité des personnes qui se trouvent sur les lieux de travail ou les autres lieux qui sont soumis à leur contrôle et dont ils peuvent raisonnablement présumer qu'elles sont des employeurs, préposés ou mandataires, des travailleurs, des bénéficiaires, ainsi que toute personne dont ils estiment l'audition nécessaire pour l'exercice du contrôle.

Les inspecteurs exigent, à cet effet, de ces personnes la présentation de documents officiels d'identification ou, en l'absence de tels documents ou s'il existe un doute quant à leur authenticité, recherchent leur identité au moyen de constatations par image, quel qu'en soit le support, et ce, dans les cas et conditions et selon les modalités visés à l'article 10.

§ 3. Les inspecteurs peuvent également procéder à tout examen, recherche, contrôle et audition, et se faire produire et examiner tous les supports d'information qui se trouvent dans les lieux de travail ou d'autres lieux qui sont soumis à leur contrôle et qui contiennent soit des données sociales visées à l'article 2, 6^e, soit d'autres données, dont l'établissement, la tenue ou la conservation sont prescrits par une loi ou un décret, même lorsque les inspecteurs ne sont pas chargés du contrôle de cette législation.

A cette fin, les inspecteurs peuvent également rechercher et examiner les supports d'information visés à l'alinéa 1^{er} qui sont accessibles à partir de ces lieux par système informatique ou par tout autre appareil électronique.

§ 4. Les inspecteurs peuvent également se faire produire, sans déplacement, pour en prendre connaissance, tous les supports d'information qui contiennent n'importe quelles autres données, lorsqu'ils le jugent nécessaire à l'accomplissement de leur mission, et procéder à leur examen.

§ 5. Lorsque l'employeur, son préposé ou mandataire, est absent au moment du contrôle, les inspecteurs prennent les mesures nécessaires pour le contacter afin de se faire produire les supports d'information précités.

Lorsque l'employeur, son préposé ou mandataire, n'est pas joignable au moment du contrôle, les inspecteurs peuvent procéder à la recherche et à l'examen des supports d'informations visés au paragraphe 3.

Lorsque l'employeur, son préposé ou mandataire, s'oppose à cette recherche ou à l'examen, un procès-verbal est dressé pour obstacle au contrôle.

Art. 9. Les inspecteurs peuvent prendre des copies, sous n'importe quelle forme, des supports d'information visés à l'article 8, §§ 3 et 4, ou de l'information qu'ils contiennent, ou se les faire fournir sans frais par l'employeur, son préposé ou mandataire.

Lorsqu'il s'agit de supports d'information visés à l'article 8, § 3, qui sont accessibles par un système informatique, les inspecteurs peuvent, au moyen du système informatique ou par tout autre appareil électronique et avec l'assistance soit de l'employeur, de son préposé ou mandataire, soit de n'importe quelle autre personne qualifiée qui dispose de la connaissance nécessaire ou utile sur le fonctionnement du système informatique, effectuer des copies, dans la forme qu'ils souhaitent, de tout ou partie des données précitées.

Art. 10. § 1^{er}. Les inspecteurs peuvent faire des constatations en réalisant des images, quel qu'en soit le support. Ils peuvent également utiliser des images provenant de tiers pour autant que ces personnes aient fait ou obtenu ces images de manière légitime. Les constatations et l'utilisation se font dans le respect des dispositions visées au paragraphe 3.

§ 2. Dans les espaces habités, les inspecteurs peuvent uniquement faire des constatations au moyen d'images, quel qu'en soit le support, à la condition de disposer à cet effet d'une autorisation délivrée par le juge d'instruction. La demande d'obtention de cette autorisation adressée par les inspecteurs au juge d'instruction comprend les données mentionnées à l'article 7, § 2.

§ 3. Servent de preuve pour l'application du présent décret, les constatations faites par les inspecteurs au moyen des images qu'ils ont faites, et ce jusqu'à preuve du contraire, s'il est satisfait aux conditions suivantes:

1^o les constatations font l'objet d'un procès-verbal de constatation d'une infraction faite au moyen d'images qui, outre les données mentionnées à l'article 19, comprennent également :

a) l'identité de l'inspecteur ayant réalisé les images ou ayant obtenu, de façon légitime, ces images réalisées par des tiers;

b) le jour, la date, l'heure et la description exacte du lieu où les images ont été réalisées;

c) l'identification complète de l'équipement technique ayant permis de réaliser les images;

d) une description de ce qui est visible sur les images en question, ainsi que le lien avec l'infraction constatée;

e) lorsqu'il s'agit d'une prise de vue d'un détail, une indication sur l'image permettant de déterminer l'échelle;

f) une reproduction de l'image ou, si cela s'avère impossible, une copie sur un support en annexe du procès-verbal, ainsi qu'un aperçu complet de toutes les spécifications techniques nécessaires pour pouvoir examiner la copie de ces images;

g) lorsqu'il y a plusieurs reproductions ou plusieurs supports, une numérotation de ces reproductions ou de ces supports, qui apparaît également dans le procès-verbal dans la description correspondante, de ce qui peut être observé sur les images;

2^o le support originel des images est conservé par l'Administration, dont font partie les inspecteurs qui ont réalisé les images, jusqu'à ce qu'un jugement ou un arrêt ayant acquis force de chose jugée ait été prononcé ou jusqu'à ce que la décision d'imposition par le fonctionnaire sanctionnant d'une amende administrative ait obtenu force exécutoire ou jusqu'au classement sans suite de l'infraction par le fonctionnaire sanctionnant.

Sans préjudice de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, et sans préjudice de dispositions des lois et règlements relatifs à la surveillance par caméras, l'Administration informe, le cas échéant, le tiers ayant réalisé les images qu'elle conserve le support pour la durée de cette période.

Art. 11. Les inspecteurs peuvent saisir contre récépissé ou mettre sous scellés les supports d'information visés à l'article 8, § 3, que l'employeur, son préposé ou mandataire soit ou non propriétaire de ces supports d'information.

Les inspecteurs peuvent exercer ces compétences lorsque cela est nécessaire à la recherche, à l'examen ou à l'établissement de la preuve d'infractions ou lorsque le danger existe que les infractions persistent avec ces supports d'information ou que de nouvelles infractions soient commises.

Lorsque la saisie est matériellement impossible, ces données, tout comme les données qui sont nécessaires pour pouvoir les comprendre, sont copiées sur des supports appartenant à l'Administration. En cas d'urgence ou pour des raisons techniques, il peut être fait usage des supports qui sont à la disposition des personnes autorisées à utiliser le système informatique.

Art. 12. Les inspecteurs peuvent saisir contre récépissé ou mettre sous scellés d'autres biens mobiliers que ceux visés à l'article 8, § 3, en ce compris les biens mobiliers qui sont immeubles par incorporation ou par destination, que l'auteur de l'infraction en soit propriétaire ou pas, qui sont soumis à leur contrôle ou par lesquels des infractions aux législations et réglementations visées à l'article 3 peuvent être constatées lorsque cela est nécessaire à l'établissement de la preuve de ces infractions ou lorsque le danger existe qu'avec ces biens, les infractions persistent ou que de nouvelles infractions soient commises.

Art. 13. Lorsque l'employeur, son préposé ou mandataire, soit n'était pas présent lors de la recherche et de l'examen visés à l'article 8, § 3, soit n'y consentait pas de plein gré, les inspecteurs informeront par écrit l'employeur de l'existence de cette recherche et de cet examen ainsi que des supports d'information qui ont été copiés. Cette description contient les données prévues à l'article 14.

Pour les supports d'information qui ont été saisis, il est agi conformément à l'article 14.

Art. 14. § 1^{er}. Font l'objet d'un constat écrit remis contre récépissé :

1^o les saisies pratiquées en vertu des articles 11 et 12;

2^o les mesures prises dans les cas prévus à l'article 13, lors desquels l'employeur, son préposé ou mandataire, soit n'était pas présent, soit ne consentait pas de plein gré.

§ 2. L'écrit visé au paragraphe 1^{er} mentionne :

1^o la date et l'heure auxquelles les mesures sont prises;

2^o l'identité des inspecteurs, la qualité en laquelle ils interviennent et l'Administration dont ils relèvent;

3^o les mesures prises;

4^o la reproduction du texte de l'article 44;

5^o les voies de recours contre les mesures et l'arrondissement judiciaire compétent;

6° l'autorité qui doit être citée en cas de recours.

Art. 15. Peut former un recours auprès du président du tribunal du travail toute personne qui estime que :

1° ses droits sont lésés par les saisies pratiquées en exécution des articles 11 et 12;

2° ses droits sont lésés par les mesures prises dans les cas prévus à l'article 13, lors desquels l'employeur, son préposé ou mandataire, soit n'était pas présent, soit ne consentait pas de plein gré.

L'action est formée et instruite selon les formes du référé.

Art. 16. Les inspecteurs peuvent ordonner que les documents dont l'apposition est prévue par les législations et réglementations visées à l'article 3 soient et restent effectivement apposés, dans un délai qu'ils déterminent ou sans délai.

Ils peuvent également, s'ils l'estiment nécessaire dans l'intérêt des travailleurs ou des bénéficiaires, établir ou délivrer tout document remplaçant ceux visés par les législations ou les réglementations visées à l'article 3.

Art. 17. Conformément à l'article 59 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative et aux articles 2 et 3 du décret de la Communauté française du 30 juin 1982 relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements, les inspecteurs peuvent exiger une traduction des données visées à l'article 8.

Art. 18. Sans préjudice du droit de réquisition du ministère public et du juge d'instruction, visé aux articles 28ter, § 3, et 56, § 2, du Code d'instruction criminelle, les inspecteurs disposent d'un pouvoir d'appréciation pour :

1° fournir des renseignements et des conseils, notamment sur les moyens les plus efficaces pour respecter les dispositions du présent décret et des législations et réglementations visées à l'article 3;

2° adresser des avertissements;

3° établir des rapports de contrôle;

4° fixer au contrevenant un délai pour se mettre en règle;

5° dresser des procès-verbaux constatant les infractions aux dispositions du présent décret et des législations et réglementations visées à l'article 3.

Art. 19. Tout procès-verbal constatant une infraction aux législations et réglementations visées à l'article 3 ainsi qu'aux dispositions du présent décret contient les données suivantes :

1° l'identité de l'inspecteur verbalisant;

2° la disposition en vertu de laquelle l'inspecteur verbalisant est compétent pour agir;

3° le lieu et la date de l'infraction;

4° l'identité de l'auteur présumé et des personnes intéressées;

5° la disposition légale violée;

6° un exposé succinct des faits en rapport avec les infractions commises;

7° les date et lieu de rédaction du procès-verbal, le lien éventuel avec d'autres procès-verbaux, et, le cas échéant, l'inventaire des annexes.

Art. 20. Le procès-verbal constatant une infraction est transmis au ministère public ainsi qu'au fonctionnaire sanctionnateur dans un délai de quatorze jours prenant cours le lendemain du jour de la constatation du dernier élément constitutif de l'infraction.

Une copie en est communiquée à l'auteur présumé de l'infraction ainsi que, le cas échéant, à son employeur. A défaut, ceux-ci ont, à tout moment, le droit d'en obtenir une copie auprès de l'inspecteur qui a dressé le procès-verbal.

Art. 21. Le procès-verbal de constatation des infractions dressé par un inspecteur fait foi jusqu'à preuve du contraire si une copie en est communiquée par recommandé à l'auteur présumé de l'infraction et, le cas échéant, à son employeur, dans un délai de quatorze jours prenant cours le lendemain du jour de la constatation du dernier élément constitutif de l'infraction.

Lorsque l'auteur présumé de l'infraction ou l'employeur ne peut pas être identifié le jour de la constatation de l'infraction, le délai de quatorze jours visé à l'article 20, alinéa 1^{er}, et à l'alinéa 1^{er}, commence à courir le jour où l'auteur présumé de l'infraction est identifié de façon certaine par l'inspecteur.

Pour l'application du délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'avertissement donné à l'auteur présumé de l'infraction ou la fixation d'un délai pour se mettre en ordre n'emporte pas la constatation de l'infraction.

Art. 22. Lors de l'établissement des procès-verbaux, les constatations matérielles faites par les inspecteurs peuvent être utilisées par les inspecteurs du même service et par les inspecteurs des autres services d'inspection ou par les fonctionnaires chargés du contrôle du respect d'autres législations.

CHAPITRE III. — Collaboration et échange de renseignements

Art. 23. Les inspecteurs communiquent les renseignements recueillis lors de leur inspection aux institutions publiques et aux institutions coopérantes de sécurité sociale, aux inspecteurs des autres services d'inspection, ainsi qu'à tous les autres fonctionnaires chargés du contrôle d'autres législations ou en application d'une autre législation, si ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice du contrôle dont ils sont chargés ou en application d'une autre législation.

Les inspecteurs communiquent ces renseignements lorsque les institutions publiques de sécurité sociale, les inspecteurs des autres services d'inspection ou les autres fonctionnaires chargés du contrôle ou en application d'une autre législation, les demandent.

Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire peuvent uniquement être communiqués avec l'autorisation de celle-ci.

Art. 24. Sans préjudice de l'article 44/1 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, tous les services de l'Etat, y compris les parquets et les greffes des cours et de toutes les juridictions, des communautés, des régions, des provinces, des communes, des associations dont elles font partie, des institutions publiques qui en dépendent, ainsi que de toutes les institutions publiques et les institutions coopérantes de sécurité sociale, sur la base d'un accord de coopération conclu en vertu de l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, fournissent aux inspecteurs et à leur demande, tous renseignements que ces derniers estiment utiles au contrôle du respect des législations dont ils sont chargés, ainsi que de leur produire, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information et de leur en fournir des extraits, des duplicita, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies.

Les services du Gouvernement et les organismes d'intérêt public qui en dépendent, fournissent sans frais ces renseignements, extraits, duplicita, impressions, listages, copies ou photocopies dans le cadre d'une demande justifiée et proportionnelle.

Toutefois, les actes, pièces, registres, documents ou renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire peuvent uniquement être communiqués avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Art. 25. Les institutions publiques et les institutions coopérantes de sécurité sociale, les inspecteurs, les inspecteurs des autres services d'inspection, ainsi que tous les autres fonctionnaires chargés du contrôle d'autres législations, peuvent utiliser les renseignements obtenus sur la base, respectivement des articles 23 et 24 pour l'exercice des missions de contrôle dont ils sont chargés.

Art. 26. Le Gouvernement peut également, en exécution d'un accord de coopération conclu avec les gouvernements des autres communautés et régions, autoriser sur le champ de compétence territoriale de la Région wallonne, la présence de fonctionnaires de l'inspection de l'emploi d'une autre communauté ou d'une autre région en vue de recueillir tous renseignements qui peuvent être utiles à l'exercice du contrôle dont ces derniers sont chargés.

Les renseignements recueillis sur le champ de compétence territoriale d'une autre communauté ou d'une autre région par des inspecteurs dans le cadre d'un accord conclu avec les gouvernements des autres communautés et régions, peuvent être utilisés dans les mêmes conditions que les renseignements recueillis sur le territoire de la région de langue française par les inspecteurs visés par le présent décret.

Art. 27. Les inspecteurs peuvent échanger avec les inspections du travail des autres Etats membres de l'Organisation internationale du travail, où la convention n° 81 relative à l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, approuvée par la loi du 29 mars 1957, est en vigueur, tous renseignements qui peuvent être utiles pour l'exercice du contrôle dont chacun d'entre eux est chargé.

Les renseignements reçus des inspections du travail des autres Etats membres de l'Organisation internationale du travail sont utilisés dans les mêmes conditions que les renseignements similaires recueillis directement par les inspecteurs.

Les renseignements destinés aux inspections du travail de ces Etats membres sont recueillis par les inspecteurs dans les mêmes conditions que les renseignements similaires destinés à l'exercice du contrôle dont ils sont chargés.

Les autorités compétentes de la Région wallonne peuvent également, en exécution d'un accord conclu avec les autorités compétentes d'un Etat membre de l'Organisation internationale du travail, autoriser sur le territoire de la région de langue française la présence de fonctionnaires des inspections de cet Etat membre en vue de recueillir tous renseignements qui peuvent être utiles à l'exercice du contrôle dont ces derniers sont chargés.

Les renseignements recueillis à l'étranger par des inspecteurs, dans le cadre d'un accord conclu avec un Etat membre de l'Organisation internationale du travail, peuvent être utilisés dans les mêmes conditions que les renseignements recueillis sur le territoire de la Région wallonne par les inspecteurs.

En exécution d'un accord visé à l'alinéa 5, l'Administration peut recourir à d'autres formes d'assistance réciproque et de collaboration avec les inspections du travail des autres États membres de l'Organisation internationale du travail visées à l'alinéa 1^{er}.

Les dispositions des alinéas 1^{er} à 6 sont également applicables aux accords conclus en matière d'échange d'informations entre les autorités compétentes de la Région wallonne et les autorités compétentes des Etats non signataires de la Convention internationale n° 81 relative à l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce approuvée par la loi du 29 mars 1957.

CHAPITRE IV. — *Devoirs des inspecteurs*

Art. 28. Lors de l'exercice de leurs pouvoirs, les inspecteurs utilisent des moyens appropriés et nécessaires pour le contrôle du respect des dispositions du présent décret et de ses mesures d'exécution, et des législations et réglementations visées à l'article 3.

Art. 29. Les inspecteurs prennent les mesures nécessaires afin de garantir le caractère confidentiel des données dont ils ont obtenu connaissance dans l'exercice de leur mission ainsi que l'usage de ces données aux seules fins requises pour l'exercice de leur mission de contrôle.

Art. 30. Sauf autorisation expresse de l'auteur d'une plainte ou d'une dénonciation relative à une infraction aux dispositions des législations et réglementations visées à l'article 3, les inspecteurs ne révèlent pas :

1^o même devant les tribunaux, le nom de l'auteur de cette plainte ou de cette dénonciation;

2^o à l'employeur ou à son représentant qu'il a été procédé à une inspection à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation.

Art. 31. Les inspecteurs ne peuvent pas avoir un intérêt quelconque, direct ou indirect, chez les employeurs ou dans les entreprises ou institutions qu'ils sont chargés de contrôler.

Art. 32. Dans l'exercice de leurs missions, les inspecteurs respectent les règles de déontologie déterminées par le Gouvernement.

Art. 33. § 1^{er}. Lors de l'audition de personne, entendue en quelque qualité que ce soit, les inspecteurs respectent les règles suivantes :

1^o au début de toute audition, la personne auditionnée est informée succinctement des faits sur lesquels elle est entendue et il lui est communiqué :

a) qu'elle peut demander que toutes les questions qui lui sont posées et les réponses qu'elle donne soient actées dans les termes utilisés;

b) qu'elle peut demander qu'il soit procédé à toute mesure relevant du pouvoir des inspecteurs en vertu du présent décret;

c) que ses déclarations peuvent être utilisées comme preuve en justice;

d) qu'elle ne peut pas être contrainte de s'accuser elle-même;

2^o toute personne auditionnée peut :

a) utiliser les documents en sa possession, sans que cela puisse entraîner le report de l'audition;

b) lors de l'audition ou ultérieurement, exiger que ces documents soient joints au procès-verbal d'audition;

3^o le procès-verbal mentionne :

a) l'heure à laquelle l'audition prend cours, le cas échéant s'interrompt et reprend, et prend fin;

b) l'identité des personnes qui interviennent lors de l'audition ou à une partie de celle-ci ainsi que le moment de leur arrivée et de leur départ;

c) les circonstances particulières et tout ce qui peut éclairer la déclaration ou les circonstances dans lesquelles elle a été faite.

A la fin de l'audition, les inspecteurs donnent le procès-verbal en lecture à la personne auditionnée, à moins que celle-ci ne demande que lecture lui en soit faite. Il lui est demandé si ses déclarations ne doivent pas être corrigées ou complétées. Après que le procès-verbal ait été lu et, au besoin, corrigé et complété, le procès-verbal est signé par le verbalisant qui invite ensuite la personne auditionnée et les éventuels intervenants à le signer à leur tour. Si la personne auditionnée ou un intervenant refuse de signer, mention en est faite sur le procès-verbal.

Si la personne entendue souhaite s'exprimer dans une autre langue que celle de la procédure, soit il est fait appel à un interprète asservementé, soit ses déclarations sont notées dans sa langue, soit il lui est demandé de noter elle-même sa déclaration. Si l'audition a lieu avec l'assistance d'un interprète, son identité et sa qualité sont mentionnées.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, avant qu'il ne soit procédé à l'audition d'une personne sur des infractions qui peuvent lui être imputées, la personne à auditionner est informée succinctement des faits sur lesquels elle sera entendue et il lui est communiqué :

1^o qu'elle ne peut pas être contrainte de s'accuser elle-même;

2^o qu'elle a le choix, après avoir décliné son identité, de faire une déclaration, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire;

3^o qu'elle a le droit, avant l'audition, de se concerter confidentiellement avec un avocat de son choix ou avec un avocat qui lui est désigné, si les faits qui peuvent lui être imputés concernent une infraction dont la sanction peut donner lieu à la délivrance d'un mandat d'arrêt;

4^o le cas échéant, qu'elle n'est pas privée de sa liberté et qu'elle peut aller et venir à tout moment.

Seule la personne majeure à auditionner peut renoncer volontairement et de manière réfléchie au droit visé à l'alinéa 1^{er}, 3^o. Elle procède à la renonciation par écrit, dans un document daté et signé par elle.

Si la première audition a lieu sur convocation écrite, les droits énoncés à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, ainsi que la communication succincte des faits sur lesquels la personne à auditionner sera entendue, peuvent déjà être notifiés dans cette convocation, laquelle est jointe en copie au procès-verbal d'audition. En pareil cas, la personne concernée est présumée avoir consulté un avocat avant de se présenter à l'audition.

Si l'audition n'a pas lieu sur convocation ou si la convocation ne mentionne pas les éléments repris à l'alinéa 3, l'audition peut être reportée une seule fois à la demande de la personne à auditionner, afin de lui donner la possibilité de consulter un avocat.

§ 3. Une déclaration écrite des droits prévus au paragraphe 2 est remise à la personne visée au paragraphe 2 avant la première audition.

§ 4. Si, au cours de l'audition d'une personne qui n'était pas considérée initialement comme un suspect, il s'avère que certains éléments laissent présumer que des infractions peuvent lui être imputées, cette personne est informée des droits dont elle jouit en vertu du paragraphe 2, et la déclaration écrite visée au paragraphe 3 lui est remise.

Art. 34. Les inspecteurs informent la personne auditionnée qu'elle peut demander une copie du texte de l'audition, qui lui est délivrée gratuitement.

Cette copie lui est remise immédiatement ou adressée dans le mois.

Toutefois, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement peut, par décision motivée, retarder le moment de cette communication pendant un délai de trois mois maximum renouvelable une fois. Cette décision est déposée au dossier.

CHAPITRE V. — Méthodes particulières de contrôle

Art. 35. Le contrôle des législations et réglementations visées à l'article 3 peut se limiter, si ces législations et réglementations le prévoient expressément, et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, à l'examen d'un échantillon représentatif de tout ou partie des aspects à vérifier dans le cadre de la justification du versement d'une subvention octroyée à un employeur.

Art. 36. Lorsqu'une législation visée à l'article 3 le prévoit expressément, les résultats du contrôle réalisés sur l'échantillon représentatif sont extrapolés, selon les modalités déterminées par le Gouvernement à l'ensemble des éléments ayant constitué la base dudit échantillon.

Toutefois, lors du contrôle de pièces justificatives des dépenses de fonctionnement ou de personnel à couvrir par la subvention octroyée à un employeur, aucune extrapolation ne peut être réalisée à l'ensemble des dépenses au départ de l'examen d'un simple échantillon de ces pièces justificatives.

Art. 37. Un employeur qui s'estime lésé par l'application de la méthode de contrôle décrite aux articles 35 et 36 peut apporter la preuve de la validité de tout élément refusé par les inspecteurs par toute voie de droit.

CHAPITRE VI. — Protection de la vie privée

Section 1. — Désignation du responsable du traitement

Art. 38. Le responsable du traitement des données à caractère personnel, au sens de l'article 4, 7), du règlement général sur la protection des données est le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie.

Section 2. — Le droit d'information lors de la collecte de données à caractère personnel et de communication des données à caractère personnel

Art. 39. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 13 et 14, du règlement général sur la protection des données, en vue de garantir l'intérêt public, et pour autant que l'article 14, § 5, d), du même règlement ne puisse être invoqué le cas échéant, le droit d'information peut être retardé, limité ou exclu s'agissant des traitements de données à caractère personnel.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les inspecteurs, et les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative par le fonctionnaire sanctionnateur.

Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du règlement général sur la protection des données, les données à caractère personnel qui font l'objet de la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la cessation définitive des procédures et recours juridictionnels, administratifs et extrajudiciaires découlant de la limitation des droits de la personne concernée.

§ 2. Les dérogations visées au paragraphe 1^{er} valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait

l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci, effectués par les inspecteurs dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales ou réglementaires, ainsi que durant la période pendant laquelle le fonctionnaire sanctionnateur traite son dossier en application du chapitre 9 du présent décret.

Ces dérogations ne sont autorisées que dans la mesure où l'application du droit d'information nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires, ou risquerait de porter atteinte au secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

La durée des actes préparatoires visés aux alinéas précédents, pendant laquelle les articles 13 et 14 du règlement général sur la protection des données ne sont pas applicables, ne peut excéder un an à partir de la réception d'une demande concernant la communication d'informations à fournir en application de ces articles 13 et 14.

La restriction visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus ou la limitation d'information.

§ 3. Dès réception d'une demande concernant la communication d'informations visées au paragraphe 2, alinéa 3, le responsable du traitement en accuse réception.

Le responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation d'information, ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque le département de l'Inspection a fait usage de l'exception telle que déterminée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7 du paragraphe 3, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, ou, le cas échéant, après que le fonctionnaire sanctionnateur ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'Administration dont dépend le département de l'Inspection ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après que l'Administration ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête.

Section 3. — Le droit d'accès aux données à caractère personnel

Art. 40. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 15 du règlement général sur la protection des données, en vue de garantir l'intérêt public, le droit d'accès aux données à caractère personnel peut être retardé, limité entièrement ou partiellement, s'agissant des traitements de données à caractère personnel.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les inspecteurs, et les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative par le fonctionnaire sanctionnateur.

Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du règlement général sur la protection des données, les données à caractère personnel qui font l'objet de la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la cessation définitive des procédures et recours juridictionnels, administratifs et extrajudiciaires découlant de la limitation des droits de la personne concernée.

§ 2. Les dérogations visées au paragraphe 1^{er} valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci, effectués par les inspecteurs dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales ou réglementaires, ainsi que durant la période pendant laquelle le fonctionnaire sanctionnateur traite son dossier en application du chapitre 9 du présent décret.

Ces dérogations ne sont autorisées que dans la mesure où l'application du droit d'accès nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires, ou risquerait de porter atteinte au secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

La durée des actes préparatoires, visés aux alinéas précédents, pendant laquelle l'article 15 du règlement général sur la protection des données n'est pas applicable, ne peut excéder un an à partir de la réception de la demande introduite en application de l'article 15.

La restriction visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus ou la limitation d'accès.

§ 3. Dès réception d'une demande d'accès, le responsable du traitement en accuse réception.

Le responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation à son droit d'accès aux données la concernant ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque le département de l'Inspection a fait usage de l'exception telle que déterminée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7 du paragraphe 3, la règle de l'exception est

immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, ou, le cas échéant, après que le fonctionnaire sanctionnateur ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'Administration dont dépend le département de l'Inspection ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après que l'Administration ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête.

Section 4. — Le droit de rectification

Art. 41. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 16 du règlement général sur la protection des données, en vue de garantir l'intérêt public, le droit de rectification peut être retardé, limité ou exclu s'agissant des traitements de données à caractère personnel.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les inspecteurs, et les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative par le fonctionnaire sanctionnateur.

Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du règlement général sur la protection des données, les données à caractère personnel qui font l'objet de la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la cessation définitive des procédures et recours juridictionnels, administratifs et extrajudiciaires découlant de la limitation des droits de la personne concernée.

§ 2. Les dérogations visées au paragraphe 1^{er} valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci, effectués par les inspecteurs dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales ou réglementaires, ainsi que durant la période pendant laquelle le fonctionnaire sanctionnateur traite son dossier en application du chapitre 9 du présent décret.

Ces dérogations ne sont autorisées que dans la mesure où l'application du droit de rectification nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires, ou risquerait de porter atteinte au secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

La durée des actes préparatoires, visés aux alinéas précédents, pendant laquelle l'article 16 du règlement général sur la protection des données n'est pas applicable, ne peut excéder un an à partir de la réception de la demande introduite en application de cet article 16.

La restriction visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus ou la limitation de rectification.

§ 3. Dès réception d'une demande de rectification, le responsable du traitement en accuse réception.

Le responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation à son droit de rectification, ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque le département de l'Inspection a fait usage de l'exception telle que déterminée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7 du paragraphe 3, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, ou, le cas échéant, après que le fonctionnaire sanctionnateur ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'Administration dont dépend le département de l'Inspection ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après que l'Administration ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête.

Section 5. — Le droit à la limitation du traitement

Art. 42. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 18 du règlement général sur la protection des données, en vue de garantir l'intérêt public, le droit à la limitation du traitement peut être retardé, limité ou exclu s'agissant des traitements de données à caractère personnel.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les inspecteurs, et les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative par le fonctionnaire sanctionnateur.

Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du règlement général sur la protection des données, les données à caractère personnel qui font l'objet de la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la cessation définitive des procédures et recours juridictionnels, administratifs et extrajudiciaires découlant de la limitation des droits de la personne concernée.

§ 2. Les dérogations visées au paragraphe 1^{er} valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci, effectués par les inspecteurs dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales ou réglementaires, ainsi que durant la période pendant laquelle le fonctionnaire sanctionnateur traite son dossier en application du chapitre 9 du présent décret.

Ces dérogations ne sont autorisées que dans la mesure où l'application du droit à la limitation nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires ou risquerait de porter atteinte au secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

La durée des actes préparatoires, visés aux alinéas précédents, pendant laquelle l'article 18 du règlement général sur la protection des données n'est pas applicable, ne peut excéder un an à partir de la réception de la demande introduite en application de cet article 18.

La restriction visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus de la limitation du traitement.

§ 3. Dès réception d'une demande de limitation du traitement, le responsable du traitement en accuse réception.

Le responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation à son droit à la limitation du traitement des données à caractère personnel la concernant ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque le département de l'Inspection a fait usage de l'exception telle que déterminée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7 du paragraphe 3, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, ou, le cas échéant, après que le fonctionnaire sanctionnateur ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'Administration dont dépend le département de l'Inspection ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après que l'Administration ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête.

CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives à la communication des décisions et aux infractions en matière de contrôle*

Section 1. — Communication des décisions aux inspecteurs

Art. 43. Toute décision sur l'action publique ou relative à une amende administrative du chef d'infraction aux législations et réglementations visées à l'article 3 sera portée, à leur demande, à la connaissance des inspecteurs qui ont dressé procès-verbal.

La communication de cette décision aux inspecteurs est faite à la diligence, selon le cas, de l'organe du ministère public qui l'a prise, du greffier du tribunal de première instance ou de la cour d'appel qui l'a prononcée ou du fonctionnaire sanctionnateur.

Section 2. — Dispositions pénales et amendes administratives en cas de non respect des mesures de contrainte prises par les inspecteurs ou d'obstacle au contrôle

Art. 44. Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal :

1^o sont punis soit d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende pénale de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement, soit d'une amende administrative de 25 à 250 euros, l'employeur, ses préposés ou ses mandataires qui n'observent pas dans les délais fixés par les inspecteurs, l'ordre donné par ces derniers d'apposer des documents, visés à l'article 16, alinéa 1^{er} ;

2^o sont punis soit d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou d'une de ces peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, l'employeur, ses préposés ou ses mandataires qui n'observent pas les mesures prescrites en exécution des articles 11 et 12;

3^o est punie soit d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou d'une de ces peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, toute personne qui fait obstacle au contrôle organisé en vertu du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Les amendes visées à l'alinéa 1^{er}, sont multipliées par le nombre de travailleurs concernés.

Les sanctions visées à l'alinéa 1^{er}, ne sont pas d'application aux infractions visées à l'article 8, § 4.

Art. 45. En cas de récidive dans l'année qui suit une condamnation, la peine peut être portée au double du maximum.

Art. 46. L'employeur est civilement responsable des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 47. Pour les sanctions pénales, toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, le chapitre V excepté, sont applicables aux infractions visées par le présent décret.

L'article 85 du Code pénal est applicable aux infractions visées par le présent décret sans que le montant de l'amende pénale puisse être inférieur à quarante pour cent des montants minima fixés par le présent décret.

Art. 48. Les infractions visées à l'article 44 font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une amende administrative infligée par le fonctionnaire sanctionnateur.

CHAPITRE VIII. — *Sanctions autres que les dispositions pénales et les amendes administratives en cas d'obstacle au contrôle*

Art. 49. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 61 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les subventions, indemnités ou allocations, peuvent être suspendues, si l'employeur fait obstacle au contrôle de l'affectation de subventions, indemnités ou allocations, réglé en vertu du présent décret.

La suspension visée à l'alinéa 1^{er} s'applique également pour une demande d'obtention de subventions, indemnités ou allocations.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer des modalités ainsi que la procédure pour la suspension, la cessation ou le recouvrement des subventions, d'indemnités ou d'allocations.

§ 3. L'Administration peut suspendre, dans les cas fixés par le Gouvernement, le traitement des demandes d'obtention de subventions, indemnités ou allocations, qui sont introduites sur base de la législation relative à la reconversion ou au recyclage professionnel, aussi longtemps qu'un contrôle des inspecteurs à l'encontre de la même personne physique ou morale est en cours.

Sont assimilés, pour l'application de l'alinéa 1^{er}, à la personne morale, la personne morale qui introduit une demande et contre laquelle aucun contrôle n'est en cours mais dans laquelle siègent des administrateurs, ou sont présents des gérants, des mandataires ou des personnes compétentes pour engager l'entreprise, et qui disposent d'une de ces qualités dans la personne morale contre laquelle un contrôle est en cours.

En cas de suspension du traitement de la demande, les délais déterminés dans la législation relative à la reconversion ou au recyclage professionnel sont prolongés de la durée du contrôle.

CHAPITRE IX. — Des amendes administratives

Section 1. — Règles applicables à la poursuite administrative

Sous-section 1. — Détermination des poursuites

Art. 50. § 1^{er}. Les infractions aux législations et réglementations visées à l'article 3 pour lesquelles le contrevenant ne s'expose pas à des poursuites pénales, font l'objet d'une amende administrative.

§ 2. Sans préjudice des droits de la partie civile, les infractions aux législations et réglementations visées à l'article 3 pour lesquelles le contrevenant s'expose à des poursuites pénales, sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins qu'elles ne donnent lieu, à l'initiative du ministère public :

- 1^o à des poursuites pénales même si un acquittement les clôture;
- 2^o à l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent;
- 3^o à une médiation pénale visée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle;
- 4^o à une action exercée en vertu de l'article 138bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

§ 3. Le fonctionnaire sanctionnateur inflige les amendes administratives dans des conditions garantissant son indépendance et son impartialité. Ce fonctionnaire ne peut pas prendre de décision dans un dossier dans lequel il est déjà intervenu dans une autre qualité, ni avoir un intérêt direct ou indirect dans les entreprises ou institutions concernées par la procédure.

Art. 51. L'application d'une amende administrative est exclue en cas :

- 1^o de poursuites pénales, même si un acquittement les clôture;
- 2^o d'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent;
- 3^o de médiation pénale visée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle;
- 4^o d'action exercée par le ministère public en vertu de l'article 138bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Art. 52. Le ministère public notifie au fonctionnaire sanctionnateur sa décision d'intenter ou non des poursuites pénales, de proposer l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle ou d'exercer l'action visée à l'article 138bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Lorsque le ministère public renonce à intenter les poursuites pénales, à proposer l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle ou à exercer l'action visée à l'article 138bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, ou si le ministère public n'a pas pris de décision dans un délai de six mois à compter du jour de la réception du procès-verbal de constatation de l'infraction, le fonctionnaire sanctionnateur décide s'il y a lieu d'entamer la procédure d'amende administrative.

Art. 53. Si le ministère public renonce à intenter les poursuites pénales, à proposer l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle ou à exercer l'action visée à l'article 138bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, il envoie, le cas échéant, une copie des pièces de procédure de l'enquête complémentaire au fonctionnaire sanctionnateur.

Sous-section 2. — Moyens de défense du contrevenant

Art. 54. Le contrevenant est invité, par envoi recommandé, à présenter ses moyens de défense.

Cet envoi recommandé contient :

1^o les références du procès-verbal qui constate l'infraction et relate les faits à propos desquels la procédure est entamée;

2^o le droit pour le contrevenant d'exposer ses moyens de défense dans un délai de trente jours à compter du jour de la notification de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}, à savoir le jour où l'envoi recommandé a été présenté au destinataire en personne ou à son domicile ou au siège social;

3^o le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;

4^o l'adresse du fonctionnaire sanctionnateur où le contrevenant peut, sur demande de rendez-vous préalable, consulter son dossier ainsi que les heures d'ouverture au cours desquelles il est en droit de le consulter;

5^o le droit pour le contrevenant ou pour son conseil d'obtenir une copie du dossier;

6^o les adresses postale et électronique du fonctionnaire sanctionnateur en vue de la présentation des moyens de défense.

Si le contrevenant a omis de retirer l'envoi recommandé dans le délai requis, le fonctionnaire sanctionnateur peut encore lui envoyer, par envoi ordinaire, à titre informatif, une seconde invitation à présenter ses moyens de défense.

Cette seconde invitation ne fait pas courir un nouveau délai de trente jours pour introduire des moyens de défense.

Art. 55. Les moyens de défense peuvent être présentés par écrit, y compris par envoi électronique, ou exposés oralement, sur demande de rendez-vous préalable, auprès du fonctionnaire sanctionnateur.

Art. 56. Le fonctionnaire sanctionnateur met à la disposition du contrevenant ou de son conseil, à des fins de consultation, le dossier relatif aux infractions pouvant donner lieu à l'application de l'amende administrative et l'autorise, sur demande, à prendre une copie des pièces du dossier.

Les frais des copies sont mis à charge du contrevenant selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 57. Tout usage d'informations obtenues en consultant ou en obtenant copie du dossier, qui a eu pour but ou pour effet d'entraver le déroulement de l'instruction, de porter atteinte à la vie privée, à l'intégrité physique ou morale ou aux biens d'une personne citée dans le dossier est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an ou d'une amende pénale de 26 à 500 euros.

Sous-section 3. — Décision infligeant une amende administrative

Art. 58. L'amende administrative peut être infligée uniquement au contrevenant, et ce, même si l'infraction a été commise par un préposé ou un mandataire, sauf s'il peut démontrer qu'il n'a commis aucune faute, parce qu'il a pris toutes les mesures en son pouvoir pour empêcher que l'élément matériel de l'infraction se réalise.

Art. 59. L'amende administrative ne peut plus être infligée cinq ans après la constatation des faits.

Les actes d'instruction ou de poursuites, y compris les notifications des décisions du ministère public d'intenter des poursuites pénales ou de ne pas poursuivre et l'invitation au contrevenant à présenter des moyens de défense, accomplis dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, en interrompent le cours. Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

Art. 60. L'amende administrative ne peut pas être infligée avant l'échéance du délai prévu à l'article 54, alinéa 2, 2^o, ou avant la défense écrite ou orale du contrevenant, lorsque celle-ci est présentée avant la fin du délai précité.

Art. 61. Si la durée des poursuites par le fonctionnaire sanctionnateur dépasse le délai raisonnable, celle-ci peut se limiter à une simple déclaration de culpabilité ou infliger une amende administrative inférieure au minimum prévu par ou en vertu du présent décret.

En cas de simple déclaration de culpabilité, le fonctionnaire sanctionnateur peut néanmoins réclamer les frais de procédure administrative selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 62. A l'échéance du délai visé à l'article 54, alinéa 2, 2^o, et, le cas échéant, après la date fixée pour l'audition du contrevenant ou de son conseil, tenant compte, s'il y en a eu, des moyens de défense présentés par écrit ou exposés oralement, le fonctionnaire sanctionnateur décide soit d'infliger l'amende administrative envisagée, soit d'infliger une amende d'un montant diminué, soit de ne pas infliger d'amende administrative.

Lorsqu'il décide de ne pas infliger d'amende administrative, le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision au contrevenant par envoi ordinaire.

Dans le respect du règlement général sur la protection des données, et de la Directive 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil, le fonctionnaire sanctionnateur peut communiquer copie de la décision prise à toute personne intéressée et appartenant aux services visés aux articles 23 et 24, que ce soit d'initiative ou à la demande de celle-ci.

Art. 63. La décision infligeant l'amende administrative est motivée.

Elle constitue une injonction de payer l'amende et contient, entre autres, les considérations de droit et de fait pour, d'une part, répondre aux moyens de défense présentés et, d'autre part, motiver le montant de l'amende administrative.

Elle comprend notamment :

1^o les dispositions qui lui servent de base légale;

2^o les références du procès-verbal constatant l'infraction et relatant les faits à propos desquels la procédure a été entamée;

3^o la date de l'invitation à présenter des moyens de défense;

4^o le montant de l'amende administrative, éventuellement majoré des frais de procédure administrative déterminés selon les modalités fixées par le Gouvernement;

5^o les dispositions de l'article 68, relatif au paiement de l'amende;

6^o la disposition de l'article 67, relatif au recours contre la décision.

Art. 64. La décision visée à l'article 63 est notifiée au contrevenant par envoi recommandé en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai visé à l'article 68.

La notification éteint l'action publique.

Si le contrevenant a omis de retirer l'envoi recommandé dans le délai requis, le fonctionnaire sanctionnateur peut lui envoyer, à titre informatif, une copie de la décision par pli ordinaire. Ce deuxième envoi ne fait pas courir un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours visé à l'article 67.

Art. 65. Sans préjudice des dispositions des articles 64 et 67, la décision visée à l'article 63 a force exécutoire.

Art. 66. Le Gouvernement peut compléter les modalités relatives à la décision et aux procédures infligeant une amende administrative.

Sous-section 4. — Recours

Art. 67. Sans préjudice de l'article 77, le contrevenant contestant la décision du fonctionnaire sanctionnateur introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête.

Le recours est introduit devant le tribunal du travail en cas d'infraction aux matières visées à l'article 3, 3^o et 4^o, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Sous-section 5. — Paiement de l'amende administrative

Art. 68. L'amende administrative est payée dans un délai de trois mois à compter du jour de la notification de la décision infligeant l'amende administrative ou à compter du jour où la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er}, commence le jour où l'envoi recommandé a été présenté au destinataire en personne ou à son domicile ou au siège social.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut toutefois accorder au contrevenant, à sa demande et s'il y a lieu, un délai plus long, qui ne pourra en aucun cas dépasser le délai de prescription de l'action en recouvrement de l'amende visé à l'article 72. Dans ce cas, le fonctionnaire sanctionnateur communique par écrit, au contrevenant, le plan d'apurement.

Art. 69. Le Gouvernement peut compléter les modalités de paiement de l'amende administrative et les procédures y afférentes.

Art. 70. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende administrative, soit dans le délai de trois mois prévu à l'article 68, alinéa 1^{er}, ou s'il ne respecte pas le plan d'apurement qui lui a été accordé en vertu de l'article 68, alinéa 3, ou de l'article 69, alinéa 3, le fonctionnaire sanctionnateur peut en confier le recouvrement à l'Administration fédérale ou à tout autre service que le Gouvernement désigne. Dans ce cas, le fonctionnaire sanctionnateur leur transmet une copie de la décision administrative et, le cas échéant, de la décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Art. 71. Le Gouvernement peut compléter les modalités de recouvrement de l'amende administrative et les procédures y afférentes.

Art. 72. L'action en recouvrement de l'amende administrative se prescrit par dix ans à dater du jour où la décision du fonctionnaire sanctionnateur n'est plus susceptible de recours.

Art. 73. Le paiement de l'amende met fin à l'action du fonctionnaire sanctionnateur.

Sous-section 6. — Amendes administratives infligées à des mineurs

Art. 74. Le présent chapitre n'est pas applicable aux mineurs âgés de moins de seize ans au moment des faits.

Art. 75. Lorsque la procédure visant à infliger une amende administrative est entamée à l'encontre d'une personne de moins de dix-huit ans, l'envoi recommandé visé à l'article 54 est adressé au mineur ainsi qu'à ses pères et mères, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Ces parties disposent des mêmes droits que le contrevenant.

Le fonctionnaire sanctionnateur en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats afin de permettre au mineur d'être assisté d'un avocat. Cet avis est envoyé en même temps que l'envoi recommandé visé à l'alinéa 1^{er}.

Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat au plus tard dans les deux jours à compter de cet avis.

Copie de l'avis informant le bâtonnier de la saisine est jointe au dossier de la procédure.

Lorsqu'il y a conflit d'intérêts, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique vérifie que l'intéressé est assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses pères et mères, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

Art. 76. Lorsque le contrevenant est mineur, la décision visée à l'article 63 ou celle de classer le dossier sans suite, est notifiée, accompagnée du procès-verbal d'audition, au mineur ainsi qu'à ses pères, mères, tuteurs ou personnes qui en ont la garde et à son conseil.

Les pères et mères, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur sont civilement responsables du paiement de l'amende.

Art. 77. Par dérogation à l'article 67, lorsque le contrevenant est un mineur ayant atteint l'âge de seize ans accomplis, le recours est introduit par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, le recours peut également être introduit par les pères et mères, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

Le tribunal de la jeunesse demeure compétent si le contrevenant est majeur au moment où il se prononce.

Section 2. — Règles applicables aux amendes administratives

Sous-section 1. — Multiplication de l'amende

Art. 78. Les décimes additionnels visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales s'appliquent aux amendes administratives.

Le fonctionnaire sanctionnateur indique dans sa décision la majoration en vertu de la loi du 5 mars 1952 ainsi que le chiffre qui résulte de cette majoration.

Art. 79. Lorsque l'amende est multipliée par le nombre de travailleurs, de candidats travailleurs, de mineurs, de stagiaires, d'entreprises, d'opérateurs ou d'employeurs concernés, la règle vise tant l'amende pénale que l'amende administrative. L'amende multipliée ne peut pas excéder le maximum de l'amende multipliée par cent.

Sous-section 2. — Récidive

Art. 80. En cas de récidive dans l'année qui suit une décision judiciaire déclarant la culpabilité, une décision administrative infligeant une amende administrative ou une condamnation à une peine d'emprisonnement voire au paiement d'une amende administrative ou pénale, et ce, suite à une infraction aux législations et réglementations visées à l'article 3, le montant de l'amende administrative peut être porté au double du maximum.

Le délai d'un an prend cours le jour où la décision administrative n'est plus susceptible de recours ou le jour où la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

Sous-section 3. — Concours matériel d'infractions

Art. 81. En cas de concours de plusieurs infractions, les montants des amendes administratives sont cumulés sans qu'ils puissent cependant excéder le double du maximum de l'amende administrative la plus élevée.

Sous-section 4. — Concours idéal d'infractions et concours par unité d'intention

Art. 82. Quand un même fait constitue plusieurs infractions ou lorsque différentes infractions soumises simultanément au fonctionnaire sanctionnateur constituent la manifestation successive et continue de la même intention délictueuse, l'amende administrative la plus forte est seule infligée.

Quand le fonctionnaire sanctionnateur constate que des infractions ayant antérieurement fait l'objet d'une décision infligeant une amende administrative définitive et d'autres faits dont il est saisi et qui, à les supposer établis, sont antérieurs à ladite décision et constituent avec les premières infractions la manifestation successive et continue de la même intention délictueuse, il tient compte, pour la fixation de l'amende administrative, des amendes administratives déjà infligées. Si celles-ci lui paraissent suffire à une juste répression de l'ensemble des infractions, il se prononce sur la culpabilité et renvoie dans sa décision aux amendes administratives déjà infligées. Le total des amendes administratives infligées en application du présent article ne peut pas excéder le maximum de l'amende administrative la plus forte.

Sous-section 5. — Effacement de l'amende administrative

Art. 83. Pour la détermination du montant de l'amende administrative, il ne peut pas être tenu compte d'une décision infligeant une amende administrative ou déclarant la culpabilité adoptée trois ans ou plus avant les faits. Ce délai de trois ans commence à courir au moment où la décision est devenue exécutoire ou lorsque la décision judiciaire statuant sur le recours du contrevenant est coulée en force de chose jugée.

Sous-section 6. — Circonstances atténuantes

Art. 84. S'il existe des circonstances atténuantes, le fonctionnaire sanctionnateur, le tribunal de première instance, le tribunal du travail ou, le cas échéant, le tribunal de la jeunesse peut réduire l'amende administrative au-dessous du montant minimum fixé pour l'infraction considérée, sans qu'elle puisse être inférieure à quarante pour cent du montant minimum prescrit.

Sous-section 7. — Sursis

Art. 85. § 1^{er}. Le fonctionnaire sanctionnateur peut décider qu'il est sursis à l'exécution de la décision infligeant une amende administrative, en tout ou en partie, pour autant que, durant les cinq années qui précèdent la nouvelle infraction :

1° le contrevenant ne se soit pas vu infliger une amende administrative de 25 à 250 euros, de 50 à 500 euros, ou de 300 à 3.000 euros;

2° le contrevenant n'ait pas été condamné à une amende pénale de 50 à 500 euros, de 100 à 1.000 euros, de 600 à 6.000 euros, ou à une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans.

Toutefois, une amende administrative ou une sanction pénale infligée ou prononcée antérieurement pour des faits unis par une même intention délictueuse ne fait pas obstacle à l'octroi d'un sursis.

§ 2. Le fonctionnaire sanctionnateur accorde le sursis par la même décision que celle par laquelle il inflige l'amende.

§ 3. Le délai d'épreuve ne peut pas être inférieur à une année ni excéder trois années, à compter de la date de la notification de la décision infligeant l'amende administrative ou à dater du jugement ou de l'arrêt coulé en force de chose jugée.

§ 4. Le sursis est révoqué de plein droit en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné l'application d'une amende administrative dont le montant maximum est supérieur au montant maximum de l'amende administrative antérieurement assortie du sursis.

§ 5. Le sursis peut être révoqué en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné l'application d'une amende administrative d'un niveau égal ou inférieur à celui de l'amende administrative antérieurement assortie du sursis.

§ 6. Afin de comparer les niveaux des amendes visées par les paragraphes 4 et 5, il n'y a pas lieu de multiplier celles-ci par, selon le cas, le nombre de travailleurs, le nombre de destinataires de services, ou tout autre facteur déterminé par les législations et réglementations visées à l'article 3.

§ 7. Le sursis est révoqué dans la même décision que celle par laquelle est infligée l'amende administrative pour la nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve.

La mention de la révocation du sursis dans la décision se fait tant lorsque la révocation a lieu de plein droit que dans le cas où elle est laissée à l'appréciation du fonctionnaire sanctionnateur.

§ 8. L'amende administrative qui devient exécutoire par suite de la révocation du sursis est cumulée sans limite avec celle infligée du chef de la nouvelle infraction.

§ 9. En cas de recours contre la décision infligeant une amende administrative, le juge, ne peut pas révoquer le sursis accordé par le fonctionnaire sanctionnateur. Ils peuvent cependant accorder le sursis lorsque le fonctionnaire sanctionnateur l'a refusé.

Section 3. — La banque de données Amadeus

Art. 86. § 1^{er}. Il est créé une banque de données Amadeus visant à collecter, stocker, structurer, traiter et échanger les données pertinentes relatives à la poursuite des infractions aux législations et réglementations visées à l'article 3.

Dans le respect du règlement général sur la protection des données, les opérations visées à l'alinéa 1^{er} et le fait de tenir à jour la banque de données Amadeus ont pour objectifs :

1° la poursuite des infractions par voie d'amendes administratives;

2° l'exercice par les inspecteurs de leurs missions légales et la lutte de manière adéquate contre les infractions visées à l'alinéa 1^{er};

3° l'élaboration de statistiques internes et externes.

§ 2. La banque de données Amadeus contient les données déterminées par le Gouvernement à propos de :

1° toute personne suspectée d'être auteur ou coauteur d'une infraction;

2° toute personne à qui une amende administrative peut être infligée;

3° tout travailleur ou personne qui est concerné ou considéré comme étant concerné par une infraction.

Art. 87. La banque de données Amadeus est développée, gérée, hébergée et sécurisée conformément à la Politique de Sécurité des Systèmes d'informations du Service public de Wallonie.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités particulières de gestion et d'utilisation de la banque de données.

Art. 88. Le Gouvernement détermine les catégories de fonctionnaires ayant accès à la banque de données Amadeus ainsi que les modalités de ces accès.

Toutes les personnes qui ont accès à la banque de données Amadeus doivent prendre les mesures nécessaires afin de garantir le caractère confidentiel des données à caractère personnel qui sont contenues dans cette banque de données et afin de garantir que ces données seront uniquement utilisées en vue des objectifs visés à l'article 86.

Toute violation du secret professionnel dans le cadre de l'accès à la banque de données Amadeus est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

CHAPITRE X. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Section 1. — Disposition modificative de la loi du 1^{er} juillet 1963 portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale

Art. 89. L'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1963 portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale, rétabli par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 6. Le contrôle de l'application de la présente loi et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 2. — Disposition modificative de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés

Art. 90. L'article 60bis de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, inséré par le décret du 20 juillet 2016, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 60bis. Le contrôle de l'application de la présente loi et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 3. — Disposition modificative de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Art. 91. L'article 20ter de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, inséré par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20ter. Le contrôle du présent arrêté et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 4. — Disposition modificative du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant

Art. 92. L'article 13bis du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, inséré par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13bis. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 5. — Disposition modificative de la loi-programme du 2 août 2002

Art. 93. Dans la loi-programme du 2 août 2002, il est inséré un article 109/1, rédigé comme suit :

“ Art. 109/1. Le contrôle de l'application des articles 104 à 109 de la présente loi et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ”.

Section 6. — Disposition modificative du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises

Art. 94. L'article 26 du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, modifié par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 26. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Les opérateurs de formation agréés et les chèques-formation qui font l'objet du contrôle visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être contrôlés selon une méthode particulière déterminée par le Gouvernement. ”.

Section 7. — Disposition modificative du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication

Art. 95. A l'article 11 du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, modifié par le décret du 22 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. »;

2^o il est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les opérateurs de formation agréés qui font l'objet du contrôle visés au paragraphe 2 peuvent être contrôlés selon une méthode particulière déterminée par le Gouvernement. ».

Section 8. — Disposition modificative du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle

Art. 96. A l'article 18 du décret du 10 juillet 2003 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“ § 1^{er}. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. »;

2^o il est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les opérateurs de formation agréés qui font l'objet du contrôle visés au paragraphe 1^{er} peuvent être contrôlés selon une méthode particulière déterminée par le Gouvernement. ».

Section 9. — Disposition modificative du décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant

Art. 97. L'article 22 du décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 10. — Disposition modificative du décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture

Art. 98. L'article D.393 du Code wallon de l'Agriculture, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.393. Pour les parties applicables sur le territoire de la région de langue française conformément à l'article D.95, le contrôle les dispositions du titre 4, chapitre 2 ainsi que de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Art. 99. Dans l'article D. 404 du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les parties applicables sur le territoire de la région de langue française conformément à l'article D.95, les infractions aux dispositions du titre 4, chapitre 2, et de ses arrêtés d'exécution sont poursuivies conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 11. — Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle

Art. 100. L'article 8bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, inséré par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 8bis. Le contrôle de l'application du présent arrêté s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 12. — Disposition abrogatoire du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels

Art. 101. Le décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels, modifié en dernier lieu par le décret du 28 avril 2016, est abrogé.

Section 13. — Disposition finale

Art. 102. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 février 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1277 (2018-2019) N°s 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 février 2019.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[2019/201617]

28 FEBRUARI 2019. — Decreet betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Het is toepasselijk op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

1° de Administratie: de door de Regering aangewezen dienst(en);

2° de inspecteurs: de door de Regering aangewezen ambtenaren;

3° de werknemers: de personen die krachtens een arbeidsovereenkomst arbeid verrichten onder het gezag van een andere persoon en degenen die daarmee gelijkgesteld worden:

a) de personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een andere persoon of die arbeid verrichten onder gelijkaardige voorwaarden als die van een arbeidsovereenkomst;

b) de personen die geen arbeid verrichten onder het gezag van een andere persoon maar die geheel of gedeeltelijk onderworpen zijn aan de wetgeving betreffende de sociale zekerheid der loontrekkende werknemers;

c) de stagiairs die begeleid of gevormd worden, met name door de tewerkstelling in een onderneming, in het kader van de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen;

4° de gerechtigden : de personen, rechthebbenden of rechtverkrijgenden, die recht hebben op voordelen toegekend door de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen, en zij die er aanspraak op maken;

5° de werkgevers: de natuurlijke personen, de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen of de feitelijke verenigingen die de werknemers tewerkstellen of die met werkgevers worden gelijkgesteld in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald bij de wetgeving, met inbegrip van:

a) de begunstigden van subsidies, namelijk de rechtspersonen en de natuurlijke personen die subsidies inzake omscholing of bijscholing hebben gevraagd of verkregen aan en van het Waalse Gewest of de rechtspersonen, die rechtstreeks of onrechtstreeks door het Waalse Gewest worden gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door het Waalse Gewest zonder interest verleend terugvorderbaar voorschot;

b) de begunstigden van een erkenning, namelijk de rechtspersonen en de natuurlijke personen die een erkenning inzake omscholing en bijscholing hebben gevraagd of verkregen aan en van het Waalse Gewest of aan en van een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door het Waalse Gewest wordt gesubsidieerd;

6° de sociale gegevens: alle gegevens nodig voor de toepassing van de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen;

7° de sociale gegevens van persoonlijke aard: de sociale gegevens met betrekking tot de personen die zijn of kunnen worden geïdentificeerd;

8° de openbare instellingen van sociale zekerheid: de openbare instellingen, alsmede de diensten van de regeringen, die belast zijn met de toepassing van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid;

9° de meewerkende instellingen van sociale zekerheid: de instellingen van privaatrecht, die erkend zijn om mee te werken aan de toepassing van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid;

10° de werkplaatsen: de plaatsen waar werkzaamheden verricht worden die aan het toezicht van de inspecteurs onderworpen zijn of waar personen tewerkgesteld zijn of werken die onderworpen zijn aan de bepalingen van de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen, en ondermeer de ondernemingen, gedeelten van ondernemingen, inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, gebouwen, lokalen, plaatsen gelegen binnen het gebied van de ondernemingen, werven en werken buiten de ondernemingen alsook de plaatsen waarin de documenten m.b.t. de gereglementeerde activiteiten worden bewaard;

11° de informatiedragers: gelijk welke informatiedragers onder welke vorm ook, zoals boeken, registers, documenten, numerieke of digitale informatiedragers, schrijven, banden en met inbegrip van deze die toegankelijk zijn door een informaticasysteem of door elk ander elektronisch apparaat;

12° de inbreukpleger: de natuurlijke persoon of de rechtspersoon aan wie een administratieve geldboete overeenkomstig Hoofdstuk 9 opgelegd kan worden;

13° de sanctionerend ambtenaar: de ambtenaar die door de Regering wordt aangewezen en gemachtigd om beslissingen inzake administratieve geldboete in de zin van dit decreet te nemen;

14° de betrokken persoon: de geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon bedoeld in artikel 4, 1) van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

15° de algemene verordening gegevensbescherming: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 2. De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende de berekening van de termijnen alsook die betreffende de overmaking van de documenten, informatie en gegevens in het kader van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 3. De inspecteurs zijn belast met de controle op de naleving van de volgende wetgevingen en met het opsporen en het vaststellen van de inbreuken op de wetgevingen en reglementeringen betreffende de omscholing en de bijscholing die bedoeld zijn in artikel 3, 3° en 4° van het decreet van 1 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt.

HOOFDSTUK II. — Bevoegdheden van de inspecteurs

Art. 4. Onvermindert het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie leggen de inspecteurs de eed af in handen van de Minister van Ambtenarenstaten of diens afgevaardigde.

Art. 5. De inspecteurs hebben niet de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie.

De inspecteurs kunnen in de uitoefening van hun ambt de bijstand van de lokale en federale politie of van andere gewestelijke diensten vorderen.

Art. 6. Bij het vervullen van hun opdrachten zijn de inspecteurs voorzien van de legitimatiekaart betreffende hun functies, waarvan het model door de Regering wordt bepaald.

In de uitoefening van hun opdrachten tonen de inspecteurs hun legitimatiekaart en geven zij aan in welke hoedanigheid zij handelen aan de personen die zij in dit kader ontmoeten.

Art. 7. § 1. De inspecteurs mogen bij de uitoefening van hun opdrachten op elk ogenblik van de dag of van de nacht, zonder voorafgaande verwittiging, vrij binnen gaan in alle werkplaatsen of andere plaatsen die aan hun toezicht onderworpen zijn of waarvan zij redelijkerwijze kunnen vermoeden dat daar personen tewerkgesteld zijn die onderworpen zijn aan de bepalingen van de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3.

Tot de bewoonde ruimten hebben zij evenwel enkel toegang in de volgende gevallen:

1° wanneer zij zich tot vaststelling op heterdaad van een inbreuk ter plaatse begeven;

2° op verzoek of met toestemming van de persoon die het werkelijk genot heeft van de bewoonde ruimte. Het verzoek of de toestemming moet schriftelijk en voorafgaand aan de visitatie worden gegeven;

3° in geval van oproep vanuit die plaats;

4° in geval van brand of overstroming;

5° wanneer zij in het bezit zijn van een machtiging tot visitatie uitgereikt door de onderzoeksrechter.

§ 2. Voor het verkrijgen van een machtiging tot visitatie als bedoeld in § 1, tweede lid, 5°, richten de inspecteurs een met redenen omkleed verzoek aan de onderzoeksrechter. Dit verzoek bevat de volgende gegevens :

1° de identificatie van de bewoonde ruimten die het voorwerp zijn van de visitatie;

2° de wetgeving die het voorwerp is van het toezicht en waarvoor de inspecteurs van oordeel zijn een machtiging tot visitatie nodig te hebben;

3° in voorkomend geval, de eventuele inbreuken die het voorwerp zijn van het toezicht;

4° alle documenten en inlichtingen waaruit blijkt dat het gebruik van dit middel nodig is.

Een machtiging tot visitatie kan door de inspecteurs worden verkregen voor de toegang tot de bewoonde ruimten na 21 uur en voor 5 uur mits het verzoek aan de onderzoeksrechter met bijzondere redenen wordt omkleed.

§ 3. De onderzoeksrechter beslist binnen een termijn van maximum 48 uur na de ontvangst van het in paragraaf 2 bedoelde verzoek.

De beslissing van de onderzoeksrechter is met redenen dan wel, in geval van visitatie na 21 uur en voor 5 uur, met bijzondere redenen omkleed.

Tegen deze beslissing is geen beroep mogelijk.

Met uitzondering van de stukken waaruit de identiteit van de indiener van een eventuele klacht of aangifte kan worden afgeleid en onvermindert de toepassing van artikel 30 dient het geheel van de motiveringssstukken tot het verkrijgen van de machtiging tot visitatie, als bedoeld in § 2, eerste lid, aan het strafdossier of aan het dossier in het kader waarvan een administratieve geldboete kan worden opgelegd, te worden toegevoegd.

§ 4. In geval van visitatie beschikken de inspecteurs over alle bevoegdheden die aan hen toegekend zijn door dit decreet, met uitzondering van de opsporing van informatiedragers en de daarmee gepaard gaande bevoegdheden als bedoeld in artikel 8, §§ 3 tot 5.

Art. 8. § 1. De inspecteurs gaan tot elk onderzoek, elke controle, en elk verhoor, over en winnen alsook alle inlichtingen in die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen werkelijk worden nageleefd.

§ 2. De inspecteurs nemen de identiteit op van de personen die zich op de werkplaatsen bevinden of op de andere plaatsen die aan hun toezicht onderworpen zijn en waarvan zij redelijkerwijze kunnen vermoeden dat zij werkgevers, aangestelden of lasthebbers, werknemers zijn, alsmede van gelijk welke personen wiens verklaring zij nodig achten voor de uitoefening van het toezicht.

Daartoe vorderen de inspecteurs van deze personen de voorlegging van officiële identiteitsdocumenten of, bij ontstentenis van deze documenten of in geval van twijfel over hun echtheid, trachten ze de identiteit te achterhalen door het maken van beeldmateriaal, ongeacht de drager ervan, in de gevallen, en volgens de voorwaarden en nadere regels als bepaald in artikel 10.

§ 3. De inspecteurs mogen overgaan tot elk onderzoek, elke controle, en elk verhoor, en informatiedragers opsporen en onderzoeken die zich bevinden op de werkplaatsen of op de andere plaatsen, die aan hun toezicht zijn onderworpen en die hetzij sociale gegevens, bedoeld bij artikel 2, 6°, bevatten, hetzij gelijk welke andere gegevens bevatten die ingevolge een wet of een decreet dienen te worden opgemaakt, bijgehouden of bewaard, zelfs wanneer de inspecteurs niet zijn belast met het toezicht op deze wetgeving.

Daartoe mogen de inspecteurs eveneens de in het eerste lid bedoelde informatiedragers opsporen en onderzoeken die vanuit deze plaatsen toegankelijk zijn via een informaticasysteem of via elk ander elektronisch apparaat.

§ 4. De inspecteurs mogen zich eveneens, zonder verplaatsing, alle informatiedragers die gelijk welke andere gegevens bevatten ter inzage doen voorleggen wanneer zij dit nodig achten voor het volbrengen van hun opdracht en overgaan tot het onderzoek ervan.

§ 5. Wanneer de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber afwezig is op het ogenblik van de controle doen de inspecteurs de nodige inspanningen om contact op te nemen met hem om voormelde informatiedragers te doen overleggen.

Wanneer de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber op het ogenblik van de controle niet bereikbaar is, kunnen de inspecteurs overgaan tot het opsporen en onderzoeken van de in paragraaf 3 bedoelde informatiedragers.

Wanneer de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber zich verzet tegen deze opsporing of dit onderzoek, wordt een proces-verbaal opgesteld wegheindring van toezicht.

Art. 9. De inspecteurs mogen kopies nemen, onder welke vorm ook, van de informatiedragers, bedoeld bij artikel 8, §§ 3 en 4, of van de informatie die zij bevatten, of zich deze kosteloos laten verstrekken door de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber.

Wanneer het informatiedragers bedoeld bij artikel 8, § 3, betreft die toegankelijk zijn via een informaticasysteem mogen de inspecteurs, door middel van het informaticasysteem of elk ander elektronisch apparaat en met de bijstand van hetzij de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber, hetzij van gelijk welke andere geschikte persoon die beschikt over de nodige of nuttige kennis over de werking van het informaticasysteem, kopies maken onder de door hen gewenste vorm van het geheel of een deel van voormalde gegevens.

Art. 10. § 1. De inspecteurs mogen vaststellingen doen door middel van het maken van beeldmateriaal, ongeacht de drager ervan. Zij kunnen eveneens beeldmateriaal van derden gebruiken, voor zover deze personen dit beeldmateriaal rechtmatig hebben gemaakt of verkregen. De vaststellingen en het gebruik gelden mits eerbiediging van de bepalingen als bedoeld in paragraaf 3.

§ 2. In bewoonde ruimten mogen de inspecteurs enkel vaststellingen doen door middel van het maken van beeldmateriaal, ongeacht de drager ervan, op voorwaarde dat zij hiertoe beschikken over een machtiging uitgereikt door de onderzoeksrechter. Het verzoek dat de inspecteurs aan de onderzoeksrechter richten om die machtiging te krijgen, dient minstens de gegevens te bevatten vermeld in artikel 7, § 2.

§ 3. Voor de toepassing van dit decreet gelden de vaststellingen die de inspecteurs hebben gedaan door middel van het door hen gemaakte beeldmateriaal tot bewijs van het tegendeel, voor zover voldaan is aan de hierna vermelde voorwaarden:

1° de vaststellingen moeten het voorwerp uitmaken van een proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk door middel van beeldmateriaal, dat naast de in artikel 19 vermelde gegevens ook nog de volgende gegevens moet bevatten:

a) de identiteit van de inspecteur die het beeldmateriaal heeft gemaakt of rechtmatig heeft verkregen, indien het door derden gemaakt is;

b) de dag, de datum, het uur waarop en de exacte beschrijving van de plaats waar het beeldmateriaal is gemaakt;

c) de volledige identificatie van het technisch hulpmiddel waarmee het beeldmateriaal is gemaakt;

d) een beschrijving van wat op dat beeldmateriaal is te zien, alsmede het verband met de vastgestelde inbreuk;

e) wanneer het gaat om een detailopname, een aanduiding op het beeldmateriaal waaruit de schaal blijkt;

f) een rechtmatige afdruk van het beeldmateriaal of, indien dit onmogelijk is, een rechtmatige kopie ervan op een drager als bijlage bij het proces-verbaal, alsmede een volledige opgave van alle nodige technische specificaties om de kopie van dit beeldmateriaal te kunnen bekijken;

g) wanneer er verschillende afdrukken of verschillende dragers zijn, een nummering van deze afdrukken of deze dragers, die eveneens moet voorkomen in de ermee overeenstemmende beschrijving, in het proces-verbaal, van wat op het beeldmateriaal is te zien;

2° de originele drager van het beeldmateriaal moet worden bewaard door de Administratie waartoe de inspecteurs behoren die het beeldmateriaal hebben gemaakt totdat een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest is uitgesproken of totdat de beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete van de sanctionerend ambtenaar uitvoerbare kracht heeft gekregen of tot de sepnering van de inbreuk door de sanctionerend ambtenaar.

Onverminderd de wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens en onverminderd de bepalingen van wetten en reglementen met betrekking tot camerabewaking, verzoekt de Administratie in voorkomend geval de derde die het beeldmateriaal heeft gemaakt om de drager gedurende die periode te bewaren.

Art. 11. De inspecteurs kunnen de informatiedragers bedoeld bij artikel 8, § 3, tegen ontvangstbewijs in beslag nemen of verzegelen, ongeacht of de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber al dan niet eigenaar is van deze informatiedragers.

De inspecteurs beschikken over deze bevoegdheden wanneer dit noodzakelijk is voor de opsporing, voor het onderzoek of voor het leveren van het bewijs van de inbreuken of wanneer het gevaar bestaat dat met deze informatiedragers de inbreuken worden voortgezet of nieuwe inbreuken zullen worden gepleegd.

Wanneer de inbeslagname materieel onmogelijk is, worden deze gegevens, evenals de gegevens noodzakelijk om deze te kunnen begrijpen, gekopieerd op dragers, die toebehoren aan de Administratie. In geval van dringendheid of om technische redenen, kan gebruik gemaakt worden van dragers, die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken.

Art. 12. De inspecteurs kunnen andere roerende goederen dan diegene bedoeld in artikel 8, § 3, met inbegrip van roerende goederen die onroerend zijn door incorporatie of door bestemming, ongeacht of de pleger van de inbreuk al dan niet de eigenaar is van deze goederen, die aan hun toezicht onderworpen zijn of aan de hand waarvan inbreuken op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen kunnen worden vastgesteld, tegen ontvangstbewijs in beslag nemen of deze verzegelen wanneer dit noodzakelijk is voor het leveren van het bewijs van deze inbreuken of wanneer het gevaar bestaat dat met deze goederen de inbreuken worden voortgezet of nieuwe inbreuken zullen worden gepleegd.

Art. 13. Wanneer de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber, hetzij niet aanwezig was bij de opsporing en het onderzoek bedoeld bij artikel 8, § 3, hetzij daarmee niet vrijwillig instemde, dienen de inspecteurs de werkgever schriftelijk te informeren over het feit dat die opsporing en dit onderzoek hebben plaatsgehad en over de informatiedragers die werden gekopieerd. Dit geschrift bevat de gegevens bepaald bij artikel 14.

Voor de informatiedragers die in beslag werden genomen, wordt gehandeld in overeenstemming met artikel 14.

Art. 14. § 1. Maken het voorwerp uit van een geschreven vaststelling tegen ontvangstbewijs:

1° de krachtens de artikelen 11 en 12 verrichte inbesagnemingen;

2° de maatregelen genomen in de bij artikel 13 bepaalde gevallen waarin de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber, hetzij daarbij niet aanwezig was, hetzij daarmee niet vrijwillig instemde.

§ 2. Het in § 1 bedoelde geschrift moet minstens vermelden :

1° de datum en het uur waarop de maatregelen zijn genomen;

2° de identiteit van de inspecteurs, de hoedanigheid waarin zij tussenkommen en de Administratie waartoe zij behoren;

3° de genomen maatregelen;

4° de weergave van de tekst van artikel 44;

5° de rechtsmiddelen tegen de maatregelen en het bevoegde gerechtelijk arrondissement;

6° de overheidsinstelling die in geval van hoger beroep moet worden gedagvaard.

Art. 15. Bij de voorzitter van de arbeidsrechtsbank kan beroep instellen, iedere persoon die van oordeel is dat:

1° zijn rechten geschaad worden door de inbeslagnemingen verricht ter uitvoering van de artikelen 11 en 12;

2° zijn rechten geschaad worden door de maatregelen genomen in de bij artikel 13 bepaalde gevallen waarin de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber, hetzij daarbij niet aanwezig was, hetzij daarmee niet vrijwillig instemde.

De vordering wordt ingesteld en behandeld zoals in kortgeding.

Art. 16. De inspecteurs kunnen bevelen dat de documenten die moeten worden aangeplakt ingevolge de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen daadwerkelijk aangeplakt worden en blijven, binnen een termijn die zij bepalen of zonder uitstel.

Indien zij dat in het belang van de werknemers of van de gerechtigden nodig acht, kunnen ze ook elk document opmaken of overhandigen ter vervanging van de documenten bedoeld in de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

Art. 17. Overeenkomstig artikel 59 van de gecoördineerd wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken en de artikelen 2 en 3 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1982 inzake de bescherming van de vrijheid van het taalgebruik van de Franse taal in de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsook van akten en documenten van ondernemingen opgelegd door de wet en de reglementen kunnen de sociaal inspecteurs een vertaling eisen in één van de nationale talen van de gegevens bedoeld in artikel 8.

Art. 18. Onverminderd het vorderingsrecht van het openbaar ministerie en van de onderzoeksrechter, bedoeld in de artikelen 28ter, § 3, en 56, § 2, van het Wetboek van strafvordering, bezitten de inspecteurs een beoordelingsbevoegdheid om:

1° inlichtingen en adviezen te verschaffen, met name met betrekking tot de meest doeltreffende middelen voor de naleving van de bepalingen van dit decreet en van de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen;

2° waarschuwingen te geven;

3° controleverslagen op te maken;

4° de inbreukpleger een termijn te verlenen om zich in regel te stellen;

5° processen-verbaal op te maken tot vaststelling van de inbreuken op de bepalingen van dit decreet en van de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

Art. 19. Ieder proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen en op de bepalingen van dit decreet bevat minstens de volgende gegevens:

1° de identiteit van de verbaliserende inspecteur;

2° de bepaling waaraan de verbaliserende ambtenaar zijn bevoegdheid tot optreden ontleent;

3° de plaats en de datum van de inbreuk;

4° de identiteit van de vermoedelijke dader en van de betrokkenen;

5° de wetsbepaling waarop inbreuk werd gepleegd;

6° een beknopt relaas van de feiten met betrekking tot de gepleegde inbreuken;

7° de datum en de plaats van opmaak van het proces-verbaal, het eventuele verband met andere processen-verbaal, en, in voorkomend geval, de inventaris van de bijlagen.

Art. 20. Het proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk wordt aan het openbaar ministerie en aan de sanctionerend ambtenaar overgezonden binnen een termijn van veertien dagen die een aanvang neemt de dag na die waarop het laatste constitutieve element van de inbreuk wordt vastgesteld.

Een afschrift ervan wordt ter kennis wordt gebracht van de pleger van de inbreuk alsook, in voorkomend geval, aan zijn werkgever. Bij gebrek aan een afschrift kunnen zij daarvan te allen tijde afschrift krijgen bij de inspecteur die het proces-verbaal heeft opgesteld.

Art. 21. Het proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk dat opgemaakt is door een inspecteur heeft bewijskracht tot het tegendeel bewezen is, voor zover een afschrift ervan ter kennis wordt gebracht van de vermoedelijke dader van de inbreuk en, in voorkomend geval, van zijn werkgever binnen een termijn van veertien dagen die aanvangt de dag na de vaststelling van de inbreuk.

Wanneer de vermoedelijke dader van de inbreuk of de werkgever niet kan worden geïdentificeerd op de dag van de vaststelling van de inbreuk begint de in artikel 20, eerste lid, en in het eerste lid bedoelde termijn van veertien dagen te lopen op de dag waarop de inspecteur de vermoedelijke dader van de inbreuk met zekerheid konden identificeren.

Voor de toepassing van de termijn bedoeld in het eerste lid vormen het geven van een waarschuwing aan de vermoedelijke dader van de inbreuk of het verlenen van een termijn om aan de voorschriften te voldoen geen vaststelling van de inbreuk.

Art. 22. De materiële vaststellingen die gedaan zijn in een proces-verbaal kunnen gebruikt worden door de inspecteurs van dezelfde dienst en door de inspecteurs van de andere inspectiediensten of door de ambtenaren die belast zijn met het toezicht op de naleving van andere wetgevingen.

HOOFDSTUK III. — *Samenwerking en uitwisseling van inlichtingen*

Art. 23. De inspecteurs delen de inlichtingen die zij tijdens hun inspectie hebben ingezameld mee aan de openbare en aan de meewerkende instellingen van sociale zekerheid, aan de inspecteurs van de andere inspectiediensten, alsook aan alle ambtenaren belast met het toezicht op andere wetgevingen of met de toepassing van een andere wetgeving, in de mate dat die inlichtingen laatstgenoemd kunnen aanbelangen bij de uitoefening van het toezicht waarmee zij belast zijn of met toepassing van een andere wetgeving.

De inspecteurs delen deze inlichtingen mee wanneer de openbare instellingen van sociale zekerheid, de inspecteurs van de andere inspectiediensten of de andere ambtenaren belast met het toezicht of met de toepassing van een andere wetgeving erom verzoeken.

Evenwel mogen inlichtingen ingewonnen tijdens de uitoefening van plichten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegedeeld mits toestemming van deze laatste.

Art. 24. Onverminderd artikel 44/1 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, verstrekken alle diensten van de Staat, met inbegrip van de parketten en de griffies van de hoven en van alle rechtscolleges, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de gemeenten, de verenigingen waartoe ze behoren, en van de openbare instellingen die ervan afhangen, alsmede van alle openbare en meewerkende instellingen van sociale zekerheid, op grond van een samenwerkingsakkoord gesloten krachtens artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de werkgelegenheidsinspecteurs, op hun verzoek, alle inlichtingen die laatstgenoemd nuttig achten

voor de controle op de naleving van de wetgeving waarmee ze belast zijn, en leggen ze hun alle boeken, registers, documenten, schijven, banden of gelijk welke andere informatiedragers ter inzage voor en verstrekken ze hun uittreksels, afschriften, afdrukken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën ervan.

De diensten van de Regering en de openbare instellingen die ervan afhangen verstrekken die inlichtingen, uittreksels, afschriften, afdrukken, uitdraaien, kopies of fotokopies kosteloos in het kader van een gerechtvaardigd en evenredig verzoek.

De akten, stukken, registers, documenten of inlichtingen ingezameld tijdens de uitvoering van de taken opgelegd door de rechterlijke overheid mogen evenwel enkel worden meegedeeld met haar uitdrukkelijke toestemming..

Art. 25. De openbare en meewerkende instellingen van sociale zekerheid, de inspecteurs, de inspecteurs van de andere inspectiediensten, alsook alle ambtenaren belast met het toezicht op andere wetgevingen, mogen de inlichtingen verkregen op grond van onderscheidenlijk artikel 23 en 24 gebruiken voor de uitoefening van alle opdrachten betreffende de controle waarmee ze belast zijn.

Art. 26. De Regering kan eveneens, ter uitvoering van een samenwerkingsakkoord dat met de regeringen van de andere Gemeenschappen en Gewesten wordt gesloten, op het territoriale bevoegdheidsgebied van het Waals Gewest de aanwezigheid toestaan van de werkgelegenheidsinspecteurs van een andere Gemeenschap of een ander Gewest, om alle inlichtingen in te zamelen die van nut kunnen zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee laatstgenoemden belast zijn.

De inlichtingen die door inspecteurs op het territoriale bevoegdheidsgebied van een andere Gemeenschap of een ander Gewest worden ingezameld in het kader van een akkoord dat met de regeringen van andere Gemeenschappen en Gewesten wordt gesloten, kunnen op dezelfde wijze worden gebruikt als de inlichtingen die op het grondgebied van het Franse taalgebied door de bij dit decreet bedoelde inspecteurs worden ingezameld.

Art. 27. Met de arbeidsinspecties van de andere lidstaten van de Internationale Arbeidsorganisatie, waar het verdrag nr. 81 betreffende de arbeidsinspectie in de industrie en de handel, goedgekeurd bij de wet van 29 maart 1957, gelding heeft, mogen de inspecteurs alle inlichtingen uitwisselen die van nut kunnen zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee elk van hen belast is.

Van de inlichtingen die van de arbeidsinspecties van de andere lidstaten van de Internationale Arbeidsorganisatie worden verkregen, wordt op dezelfde wijze gebruik gemaakt als van de gelijkaardige inlichtingen die de inspecteurs rechtstreeks inzamelen.

De inlichtingen ten behoeve van de arbeidsinspecties van die lidstaten worden op dezelfde wijze ingezameld door de inspecteurs als de gelijkaardige inlichtingen die zij inzamelen voor de uitoefening van het toezicht waarmee zij zelf belast zijn.

De bevoegde overheden van het Waalse Gewest kunnen eveneens, ter uitvoering van een akkoord dat met de bevoegde autoriteiten van een lidstaat van de Internationale Arbeidsorganisatie wordt gesloten, op het grondgebied van het Franse taalgebied de aanwezigheid toestaan van ambtenaren van de inspecties van die lidstaat om alle inlichtingen in te zamelen die van nut kunnen zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee laatstgenoemden belast zijn.

De inlichtingen die door inspecteurs in het buitenland worden ingezameld in het kader van een akkoord dat met een lidstaat van de Internationale Arbeidsorganisatie is gesloten, kunnen op dezelfde wijze worden gebruikt als de inlichtingen die op het grondgebied van het Waalse Gewest door de inspecteurs worden ingezameld.

In uitvoering van een in het vijfde lid bedoeld akkoord kan de Administratie met de arbeidsinspecties van de andere lidstaten van de Internationale Arbeidsorganisatie bedoeld in het eerste lid, eveneens overgaan tot andere vormen van wederzijdse bijstand en samenwerking.

Het bepaalde in het eerste tot zesde lid is tevens van toepassing op de akkoorden gesloten inzake uitwisseling van gegevens tussen de bevoegde autoriteiten van het Waals Gewest en de bevoegde autoriteiten van de Staten die het verdrag nr. 81 betreffende de arbeidsinspectie in de industrie en de handel, goedgekeurd bij de wet van 29 maart 1957, niet hebben ondertekend.

HOOFDSTUK IV. — Verplichtingen van de inspecteurs

Art. 28. Bij de uitoefening van hun bevoegdheden gebruiken de inspecteurs middelen die passend en noodzakelijke zijn voor het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan en van de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

Art. 29. De inspecteurs nemen de nodige maatregelen om het vertrouwelijk karakter te waarborgen van de gegevens waarvan ze kennis hebben gekregen in de uitoefening van hun opdracht en om te waarborgen dat deze gegevens uitsluitend worden aangewend voor de uitoefening van hun toezichtopdracht.

Art. 30. Behoudens uitdrukkelijke machtiging van de indiener van een klacht of van een aangifte betreffende een inbreuk op de bepalingen van de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen mogen de inspecteurs :

1° zelfs voor de rechtbanken, de identiteit van de indiener van deze klacht of van deze aangifte niet bekendmaken;

2° aan de werkgever of aan zijn vertegenwoordiger niet onthullen dat ingevolge een klacht of een aangifte een onderzoek werd ingesteld.

Art. 31. De inspecteurs mogen geen enkel rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben in de ondernemingen of instellingen waarop zij toezicht dienen uit te oefenen.

Art. 32. De inspecteurs dienen bij het uitvoeren van opdrachten de door de Regering bepaalde voorschriften inzake de plichtenleer in acht te nemen.

Art. 33. § 1. Bij het verhoren van personen, ongeacht in welke hoedanigheid zij worden verhoord, nemen de inspecteurs de volgende regels in acht:

1° ieder verhoor begint met de beknopte mededeling van de feiten waarover het zal handelen, en de mededeling aan de ondervraagde persoon dat :

a) hij kan vragen dat alle vragen die hem worden gesteld en alle antwoorden die hij geeft, worden genoteerd in de gebruikte bewoordingen;

- b) hij kan vragen dat iedere maatregel behorende tot de bevoegdheid van de inspecteurs krachtens dit decreet wordt verricht;
 - c) zijn verklaringen als bewijs in rechte kunnen worden gebruikt;
 - d) hij niet verplicht kan worden zichzelf te beschuldigen;
- 2º eenieder die wordt ondervraagd, mag:
- a) gebruik maken van de documenten in zijn bezit, zonder dat daardoor het verhoor wordt uitgesteld;
 - b) tijdens de ondervraging of later, eisen dat deze documenten bij het proces-verbaal van verhoor worden gevoegd;
 - 3º het proces-verbaal vermeldt:
 - a) het tijdstip waarop het verhoor wordt aangevat, eventueel onderbroken en hervat, alsook beëindigd.
 - b) de identiteit van de personen die in het verhoor, of in een gedeelte daarvan, tussenkomend, en het tijdstip van hun aankomst en vertrek;
 - c) de bijzondere omstandigheden en alles wat op de verklaring of de omstandigheden waarin zij is afgelegd, een bijzonder licht kan werpen.

Aan het einde van het verhoor geven de inspecteurs de ondervraagde persoon het proces-verbaal te lezen, tenzij hij vraagt dat het hem wordt voorgelezen. Er wordt hem gevraagd of hij zijn verklaringen wil verbeteren of daaraan iets wil toevoegen. Na het lezen van het in voorkomend geval verbeterde en aangevulde proces-verbaal, wordt het ondertekend door de auteur. Deze nodigt vervolgens de ondervraagde persoon en de desgevallende tussenkomende partijen uit om op hun beurt te ondertekenen. In geval van weigering van ondertekening maakt het proces-verbaal daar melding van.

Indien de ondervraagde persoon zich in een andere taal dan die van de procedure wenst uit te drukken, wordt ofwel een beroep gedaan op een beëdigde tolk, ofwel worden zijn verklaringen genoteerd in zijn taal, ofwel wordt hem gevraagd zelf zijn verklaring te noteren. Indien het verhoor plaatsheeft met bijstand van een tolk worden diens identiteit en hoedanigheid vermeld.

§ 2. Onverminderd § 1, wordt, vooraleer wordt overgegaan tot het verhoor van een persoon aangaande misdrijven die hem ten laste kunnen worden gelegd, aan de te ondervragen persoon op beknopte wijze kennis gegeven van de feiten waarover hij zal worden verhoord en wordt hem meegedeeld dat :

1º hij niet verplicht kan worden zichzelf te beschuldigen;

2º hij de keuze heeft na bekendmaking van zijn identiteit om een verklaring af te leggen, te antwoorden op de hem gestelde vragen of te zwijgen;

3º hij het recht heeft om vóór het eerste verhoor een vertrouwelijk overleg te hebben met een advocaat naar keuze of een hem toegewezen advocaat, in zoverre de feiten die hem ten laste kunnen worden gelegd een misdrijf betreffen waarvan de straf aanleiding kan geven tot het verlenen van een bevel tot aanhouding;

4º hij niet van zijn vrijheid is benomen en hij op elk ogenblik kan gaan en staan waar hij wil.

Alleen de meerderjarige te ondervragen persoon kan vrijwillig en weloverwogen afstand doen van het in het eerste lid, 3º, bedoelde recht. Hij moet de afstand schriftelijk doen, in een door hem gedateerd en ondertekend document.

Indien het eerste verhoor op schriftelijke uitnodiging geschiedt, kunnen de in het eerste lid, 1º tot en met 4º vermelde rechten, evenals de beknopte mededeling van de feiten waarover de te ondervragen persoon zal worden verhoord, reeds ter kennis gebracht worden in deze uitnodiging waarvan een afschrift gevoegd wordt bij het proces-verbaal van verhoor. In dat geval wordt de betrokken geacht een advocaat te hebben geraadpleegd alvorens zich aan te bieden voor het verhoor.

Indien het verhoor niet op uitnodiging geschiedt of indien bij de uitnodiging de in het vierde lid bepaalde elementen niet zijn vermeld, kan het verhoor op verzoek van de te ondervragen persoon eenmalig worden uitgesteld, teneinde hem de gelegenheid te geven een advocaat te raadplegen.

§ 3. Aan de in § 2 bedoelde persoon wordt voor het eerste verhoor een schriftelijke verklaring van de in dezelfde paragraaf bedoelde rechten overgemaakt.

§ 4. Indien tijdens het verhoor van een persoon, die aanvankelijk niet als verdachte werd beschouwd, blijkt dat er elementen zijn die laten vermoeden dat hem misdrijven ten laste kunnen worden gelegd, dan wordt hij ingelicht over de rechten die hij heeft ingevolge § 2 en wordt hem de in § 3 bedoelde schriftelijke verklaring overgemaakt.

Art. 34. De inspecteurs delen de ondervraagde mee dat hij kosteloos een afschrift van de tekst van verhoor kan verkrijgen.

Dit afschrift wordt hem onmiddellijk of binnen een maand overgemaakt of toegezonden.

Evenwel kan de door de Regering aangewezen ambtenaar, aan de hand van een met redenen omklede beslissing, het tijdstip van deze mededeling uitstellen voor een eenmalig hernieuwbare termijn van ten hoogste drie maanden. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere controlesmethodes*

Art. 35. De controle op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen kan zich beperken, indien bedoelde wetgevingen en reglementeringen daarin uitdrukkelijk voorzien, en volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, tot het onderzoek van een representatieve steekproef van het geheel of een gedeelte van de aspecten die in het kader van de rechtvaardiging van de storting van een aan een werkgever toegekende subsidie geverifieerd moeten worden.

Art. 36. Wanneer een in artikel 3 bedoelde wetgeving daarin uitdrukkelijk voorziet, worden de resultaten van de controle verricht op de representatieve steekproef volgens de door de Regering vastgestelde procedures geëxtrapoleerd naar alle elementen die aan de basis van die steekproef lagen.

Bij de controle van bewijsstukken van de administratieve of personeelsuitgaven die door de aan een werkgever toegekende subsidie moeten worden gedekt, kan echter geen extrapolatie naar alle uitgaven worden gemaakt op basis van een onderzoek van een eenvoudige steekproef van dergelijke bewijsstukken.

Art. 37. Een werkgever die zich benadeeld acht door de toepassing van de in de artikelen 35 en 36 beschreven controlesmethode kan de geldigheid van een door de inspecteurs geweigerd element met alle wettelijke middelen bewijzen.

HOOFDSTUK VI. — Bescherming van de levenssfeer**Afdeling 1. — Aanwijzing van de verantwoordelijke voor de verwerking**

Art. 38. De verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4,7) van de algemene verordening gegevensbescherming is het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.

Afdeling 2. — Het recht op informatie bij de verzameling van persoonsgegevens en op mededeling van persoonsgegevens

Art. 39. § 1. In afwijking van de artikelen 13 en 14 van de algemene verordening gegevensbescherming, om de doelstellingen van algemeen belang te waarborgen, en voor zover artikel 14, § 5, d), in het specifieke geval niet kan worden ingeroepen, kan het recht op informatie worden uitgesteld, beperkt of uitgesloten voor wat betreft verwerkingen van persoonsgegevens.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn deze die de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de opvolging van de door de inspecteurs gevoerde onderzoeken, met inbegrip van de procedures voor de eventuele toepassing van een administratieve geldboete of administratieve sanctie door de sanctionerend ambtenaar, tot doel hebben.

Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de algemene verordening gegevensbescherming, worden de persoonsgegevens die voortkomen uit de in het eerste lid bedoelde afwijking niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartijd die één jaar na de definitieve beëindiging van de rechterlijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de beperking van de rechten van de betrokken persoon mag overschrijden.

§ 2. De in § 1 bedoelde afwijkingen gelden gedurende de periode waarin de betrokkenen het voorwerp uitmaakt van een controle of een onderzoek of de daarmee verband houdende voorbereidende werkzaamheden uitgevoerd door de inspecteurs in het kader van de uitvoering van hun wettelijke opdrachten, alsook gedurende de periode waarin de sanctionerend ambtenaar zijn dossier overeenkomstig hoofdstuk 9 van dit decreet behandelt.

Deze afwijkingen gelden voor zover de toepassing van dit recht nadelig zou zijn voor de controle, het onderzoek of de voorbereidende werkzaamheden of het geheim van het strafonderzoek of de veiligheid van personen dreigt te schenden.

De duur van de voorbereidende werkzaamheden, bedoeld in de vorige leden gedurende dewelke de artikelen 13 en 14 van de algemene verordening gegevensbescherming niet van toepassing zijn, mag niet meer bedragen dan één jaar vanaf de ontvangst van een verzoek betreffende het meedelen van de te verstrekken informatie met toepassing van deze artikelen 13 en 14.

De beperking bedoeld in § 1, eerste lid, heeft geen betrekking op gegevens die los staan van het voorwerp van het onderzoek dat of van de controle die de weigering of beperking van informatie rechtvaardigt.

§ 3. Bij ontvangst van een verzoek betreffende het meedelen van de te verstrekken informatie bedoeld in § 2, derde lid, bevestigt de verwerkingsverantwoordelijke de ontvangst hiervan.

De verwerkingsverantwoordelijke informeert de betrokkenen schriftelijk, onverwijld, en in ieder geval binnen één maand na de ontvangst van het verzoek, over iedere weigering of beperking van informatie, alsook over de redenen voor deze weigering of beperking. Die informatie over de weigering of beperking kan achterwege worden gelaten wanneer de verstrekking daarvan één van de doelstellingen genoemd in § 1, tweede lid, zou ondermijnen. Afhankelijk van de complexiteit van de verzoeken en van het aantal verzoeken kan die termijn indien nodig met nog eens twee maanden worden verlengd. De verwerkingsverantwoordelijke stelt de betrokkenen binnen één maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en van de redenen van het uitstel.

De verwerkingsverantwoordelijke licht de betrokkenen in over de mogelijkheid om klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en om een beroep in rechte in te stellen.

De verwerkingsverantwoordelijke vermeldt de feitelijke of juridische redenen waarop zijn beslissing steunt. Deze inlichtingen worden ter beschikking gesteld van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer het departement Inspectie gebruik heeft gemaakt van de uitzondering bepaald bij § 1, eerste lid, en met uitzondering van de situaties bedoeld in het zesde en zevende lid van paragraaf 3, wordt de uitzonderingsregel onmiddellijk opgeheven na de afsluiting van de controle of van het onderzoek. De verwerkingsverantwoordelijke brengt de betrokkenen hiervan onverwijld op de hoogte.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de gerechtelijke overheid, worden de rechten van de betrokkenen pas hersteld na machting door de gerechtelijke overheid of nadat de gerechtelijke fase is beëindigd en, in voorkomend geval, nadat de sanctionerend ambtenaar een beslissing heeft genomen. Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van plichten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegegeven mits uitdrukkelijke machting van deze laatste.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de Administratie waarvan het Departement Inspectie afhangt, of aan de bevoegde instelling om over de bevindingen van het onderzoek te beslissen, worden de rechten van de betrokkenen pas hersteld nadat de bevoegde Administratie of instelling heeft beslist over het resultaat van het onderzoek.

Onderafdeling 3. — Het recht op inzage van persoonsgegevens

Art. 40. § 1. In afwijking van artikel 15 van de algemene verordening gegevensbescherming, om de doelstellingen van algemeen belang te waarborgen, kan het recht op inzage van de hem betreffende persoonsgegevens geheel of gedeeltelijk worden uitgesteld en beperkt voor wat betreft verwerkingen van persoonsgegevens.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn deze die de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de opvolging van de door de inspecteurs gevoerde onderzoeken, met inbegrip van de procedures voor de eventuele toepassing van een administratieve geldboete of administratieve sanctie door de sanctionerend ambtenaar, tot doel hebben.

Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de algemene verordening gegevensbescherming, worden de persoonsgegevens die voortkomen uit de in het eerste lid bedoelde afwijking niet

langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartijd die één jaar na de definitieve beëindiging van de rechterlijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de beperking van de rechten van de betrokkene persoon mag overschrijden.

§ 2. De in § 1 bedoelde afwijkingen gelden gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp uitmaakt van een controle of een onderzoek of de daarmee verband houdende voorbereidende werkzaamheden uitgevoerd door de inspecteurs in het kader van de uitvoering van hun wettelijke opdrachten, alsook gedurende de periode waarin de sanctionerend ambtenaar zijn dossier overeenkomstig hoofdstuk 9 van dit decreet behandelt.

Deze afwijkingen gelden voor zover de toepassing van het recht op inzage nadelig zou zijn voor de controle, het onderzoek of de voorbereidende werkzaamheden of het geheim van het strafonderzoek of de veiligheid van personen dreigt te schenden.

De duur van de voorbereidende werkzaamheden, bedoeld in de vorige leden gedurende dewelke artikelen 15 van de algemene verordening gegevensbescherming niet van toepassing is, mag niet meer bedragen dan één jaar vanaf de ontvangst van het verzoek dat is ingediend met toepassing van artikel 15.

De beperking bedoeld in § 1, eerste lid, heeft geen betrekking op gegevens die los staan van het voorwerp van het onderzoek dat of van de controle die de weigering of beperking van inzage rechtvaardigt.

§ 3. Bij ontvangst van een verzoek tot inzage bevestigt de verwerkingsverantwoordelijke de ontvangst hiervan.

De verwerkingsverantwoordelijke informeert de betrokkene schriftelijk, onverwijld, en in ieder geval binnen één maand na de ontvangst van het verzoek, over iedere weigering of beperking van zijn recht op inzage van de hem betreffende gegevens alsook van de redenen voor deze weigering of beperking. Die informatie over de weigering of beperking kan achterwege worden gelaten wanneer de verstrekking daarvan één van de doelstellingen genoemd in § 1, tweede lid, zou ondermijnen. Afhankelijk van de complexiteit van de verzoeken en van het aantal verzoeken kan die termijn indien nodig met nog eens twee maanden worden verlengd. De verwerkingsverantwoordelijke stelt de betrokkene binnen één maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en van de redenen van het uitstel.

De verwerkingsverantwoordelijke licht de betrokkene in over de mogelijkheid om klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en om een beroep in rechte in te stellen.

De verwerkingsverantwoordelijke vermeldt de feitelijke of juridische redenen waarop zijn beslissing steunt. Deze inlichtingen worden ter beschikking gesteld van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer het departement Inspectie gebruik heeft gemaakt van de uitzondering bepaald bij § 1, eerste lid, en met uitzondering van de situaties bedoeld in het zesde en zevende lid van paragraaf 3, wordt de uitzonderingsregel onmiddellijk opgeheven na de afsluiting van de controle of van het onderzoek. De verwerkingsverantwoordelijke brengt de betrokkene hiervan onverwijld op de hoogte.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de gerechtelijke overheid, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na machtiging door de gerechtelijke overheid of nadat de gerechtelijke fase is beëindigd en, in voorkomend geval, nadat de sanctionerend ambtenaar een beslissing heeft genomen. Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van plichten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegedeeld mits uitdrukkelijke machtiging van deze laatste.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de Administratie waarvan het Departement Inspectie afhangt, of aan de bevoegde instelling om over de bevindingen van het onderzoek te beslissen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld nadat de bevoegde Administratie of instelling heeft beslist over het resultaat van het onderzoek.

Afdeling 4. — Het recht op rectificatie

Art. 41. § 1. In afwijking van artikel 16 van de algemene verordening gegevensbescherming, om de doelstellingen van algemeen belang te waarborgen, kan het recht op rectificatie van de hem betreffende persoonsgegevens geheel of gedeeltelijk worden uitgesteld, beperkt of ugesloten voor wat betreft verwerkingen van persoonsgegevens.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn deze die de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de opvolging van de door de inspecteurs gevoerde onderzoeken, met inbegrip van de procedures voor de eventuele toepassing van een administratieve geldboete of administratieve sanctie door de sanctionerend ambtenaar, tot doel hebben.

Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de algemene verordening gegevensbescherming, worden de persoonsgegevens die voortkomen uit de in het eerste lid bedoelde afwijking niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartijd die één jaar na de definitieve beëindiging van de rechterlijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de beperking van de rechten van de betrokkene persoon mag overschrijden.

§ 2. De in § 1 bedoelde afwijkingen gelden gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp uitmaakt van een controle of een onderzoek of de daarmee verband houdende voorbereidende werkzaamheden uitgevoerd door de inspecteurs in het kader van de uitvoering van hun wettelijke opdrachten, alsook gedurende de periode waarin de sanctionerend ambtenaar zijn dossier overeenkomstig hoofdstuk 9 van dit decreet behandelt.

Deze afwijkingen gelden voor zover de toepassing van het recht op rectificatie nadelig zou zijn voor de controle, het onderzoek of de voorbereidende werkzaamheden of het geheim van het strafonderzoek of de veiligheid van personen dreigt te schenden.

De duur van de voorbereidende werkzaamheden, bedoeld in de vorige leden gedurende dewelke artikelen 16 van de algemene verordening gegevensbescherming niet van toepassing is, mag niet meer bedragen dan één jaar vanaf de ontvangst van het verzoek dat is ingediend met toepassing van artikel 16.

De beperking bedoeld in § 1, eerste lid, heeft geen betrekking op gegevens die los staan van het voorwerp van het onderzoek dat of van de controle die de weigering of beperking van rectificatie rechtvaardigt.

§ 3. Bij ontvangst van een verzoek tot rectificatie bevestigt de verwerkingsverantwoordelijke de ontvangst hiervan.

De verwerkingsverantwoordelijke informeert de betrokkene schriftelijk, onverwijld, en in ieder geval binnen één maand na de ontvangst van het verzoek, over iedere weigering of beperking van zijn recht op rectificatie, alsook over de redenen voor deze weigering of beperking. Die informatie over de weigering of beperking kan achterwege worden gelaten wanneer de verstrekking daarvan één van de doelstellingen genoemd in § 1, tweede lid, zou ondermijnen. Afhankelijk van de complexiteit van de verzoeken en van het aantal verzoeken kan die termijn indien nodig met nog eens twee maanden worden verlengd. De verwerkingsverantwoordelijke stelt de betrokkene binnen één maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en van de redenen van het uitstel.

De verwerkingsverantwoordelijke licht de betrokkene in over de mogelijkheid om klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en om een beroep in rechte in te stellen.

De verwerkingsverantwoordelijke vermeldt de feitelijke of juridische redenen waarop zijn beslissing steunt. Deze inlichtingen worden ter beschikking gesteld van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer het departement Inspectie gebruik heeft gemaakt van de uitzondering bepaald bij § 1, eerste lid, en met uitzondering van de situaties bedoeld in het zesde en zevende lid van paragraaf 3, wordt de uitzonderingsregel onmiddellijk opgeheven na de afsluiting van de controle of van het onderzoek. De verwerkingsverantwoordelijke brengt de betrokkene hiervan onverwijd op de hoogte.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de gerechtelijke overheid, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na machtiging door de gerechtelijke overheid of nadat de gerechtelijke fase is beëindigd en, in voorkomend geval, nadat de sanctioneerend ambtenaar een beslissing heeft genomen. Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van plichten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegedeeld mits uitdrukkelijke machtiging van deze laatste.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de Administratie waarvan het Departement Inspectie afhangt, of aan de bevoegde instelling om over de bevindingen van het onderzoek te beslissen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld nadat de bevoegde Administratie of instelling heeft beslist over het resultaat van het onderzoek.

Afdeling 5. — Het recht op beperking van de verwerking

Art. 42. § 1. In afwijking van artikel 18 van de algemene verordening gegevensbescherming, om de doelstellingen van algemeen belang te waarborgen, kan het recht op beperking van de verwerking worden uitgesteld, beperkt of uitgesloten, voor wat betreft verwerkingen van persoonsgegevens.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn deze die de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de opvolging van de door de inspecteurs gevoerde onderzoeken, met inbegrip van de procedures voor de eventuele toepassing van een administratieve geldboete of administratieve sanctie door de sanctioneerend ambtenaar, tot doel hebben.

Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de algemene verordening gegevensbescherming, worden de persoonsgegevens die voortkomen uit de in het eerste lid bedoelde afwijking niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartijd die één jaar na de definitieve beëindiging van de rechterlijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de beperking van de rechten van de betrokkene persoon mag overschrijden.

§ 2. De in § 1 bedoelde afwijkingen gelden gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp uitmaakt van een controle of een onderzoek of de daarmee verband houdende voorbereidende werkzaamheden uitgevoerd door de inspecteurs in het kader van de uitvoering van hun wettelijke opdrachten, alsook gedurende de periode waarin de sanctioneerend ambtenaar zijn dossier overeenkomstig hoofdstuk 9 van dit decreet behandelt.

Deze afwijkingen gelden voor zover de toepassing van het recht op beperking nadelig zou zijn voor de controle, het onderzoek of de voorbereidende werkzaamheden of het geheim van het strafonderzoek of de veiligheid van personen dreigt te schenden.

De duur van de voorbereidende werkzaamheden, bedoeld in de vorige leden gedurende dewelke artikelen 18 van de algemene verordening gegevensbescherming niet van toepassing is, mag niet meer bedragen dan één jaar vanaf de ontvangst van het verzoek dat is ingediend met toepassing van artikel 18.

De beperking bedoeld in § 1, eerste lid, heeft geen betrekking op gegevens die los staan van het voorwerp van het onderzoek dat of van de controle die de weigering of beperking van de verwerking rechtvaardigt.

§ 3. Bij ontvangst van een verzoek tot beperking van de verwerking bevestigt de verwerkingsverantwoordelijke de ontvangst hiervan.

De verwerkingsverantwoordelijke informeert de betrokkene schriftelijk, onverwijd, en in ieder geval binnen één maand na de ontvangst van het verzoek, over iedere weigering of beperking van zijn recht op beperking van de verwerking van de hem betreffende persoonsgegevens alsook van de redenen voor deze weigering of beperking. Die informatie over de weigering of beperking kan achterwege worden gelaten wanneer de verstrekkingsdaarvan één van de doelstellingen genoemd in § 1, tweede lid, zou ondernemen. Afhankelijk van de complexiteit van de verzoeken en van het aantal verzoeken kan die termijn indien nodig met nog eens twee maanden worden verlengd. De verwerkingsverantwoordelijke stelt de betrokkene binnen één maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en van de redenen van het uitstel.

De verwerkingsverantwoordelijke licht de betrokkene in over de mogelijkheid om klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en om een beroep in rechte in te stellen.

De verwerkingsverantwoordelijke vermeldt de feitelijke of juridische redenen waarop zijn beslissing steunt. Deze inlichtingen worden ter beschikking gesteld van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer het departement Inspectie gebruik heeft gemaakt van de uitzondering bepaald bij § 1, eerste lid, en met uitzondering van de situaties bedoeld in het zesde en zevende lid van paragraaf 3, wordt de uitzonderingsregel onmiddellijk opgeheven na de afsluiting van de controle of van het onderzoek. De verwerkingsverantwoordelijke brengt de betrokkene hiervan onverwijd op de hoogte.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de gerechtelijke overheid, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na machtiging door de gerechtelijke overheid of nadat de gerechtelijke fase is beëindigd en, in voorkomend geval, nadat de sanctioneerend ambtenaar een beslissing heeft genomen. Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van plichten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegedeeld mits uitdrukkelijke machtiging van deze laatste.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de Administratie waarvan het Departement Inspectie afhangt, of aan de bevoegde instelling om over de bevindingen van het onderzoek te beslissen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld nadat de bevoegde Administratie of instelling heeft beslist over het resultaat van het onderzoek.

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen betreffende de mededeling van de beslissingen en inbreuken inzake controle

Afdeling 1. — Mededeling van de beslissingen aan de inspecteurs

Art. 43. Elke beslissing over de strafvordering of over het opleggen van een administratieve geldboete uit hoofde van een inbreuk op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen zal op hun aanvraag ter kennis worden gebracht van de inspecteurs die proces-verbaal hebben opgemaakt.

De kennisgeving van deze beslissing aan de inspecteurs, gebeurt door de zorg, naar gelang van het geval, van het orgaan van het openbaar ministerie dat deze heeft getroffen, van de griffier van de rechtbank van eerste aanleg of van het hof van beroep die ze heeft uitgesproken of van de sanctionerend ambtenaar.

Afdeling 2. — Strafbepalingen en administratieve geldboetes in geval van niet-naleving van de dwangmaatregelen die getroffen zijn door de inspecteurs of wegens belemmering van controle

Art. 44. Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek:

1° worden gestraft hetzij met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een strafrechtelijke geldboete van 50 tot 500 euro of met één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 25 tot 250 euro, de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebbers die binnen de door de inspecteurs bepaalde termijn, het door deze laatsten gegeven bevel tot aanplakking van documenten, bedoeld bij artikel 16, eerste lid, niet nakomen;

2° worden gestraft hetzij met een gevangenisstraf van één jaar tot drie maanden en een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of met één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro, de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebbers die de met toepassing van de artikelen 11 en 12 voorgeschreven maatregelen niet naleven;

3° wordt gestraft hetzij met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met een geldboete van 600 tot 6.000 euro of met één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 3000 euro, al wie de krachtens dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan geregelde controle verhindert.

De geldboetes als bedoeld in het eerste lid worden vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.

De sancties bedoeld in het eerste lid zijn niet van toepassing op de inbreuken op artikel 8, § 4.

Art. 45. Bij herhaling in de loop van het jaar na een veroordeling kan de straf op het dubbele van het maximum gebracht worden.

Art. 46. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboetes waartoe zijn aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld.

Art. 47. Voor de strafsancties zijn alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van hoofdstuk V, toepasselijk op de in dit decreet bepaalde inbreuken zonder dat het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 40 % van de bij deze ordonnantie bepaalde minimumbedragen.

Art. 48. De in artikel 44 bedoelde inbreuken maken het voorwerp uit van ofwel strafvervolgingen, ofwel van een administratieve geldboete opgelegd door de sanctionerend ambtenaar.

HOOFDSTUK VIII. — *Andere sancties dan de wettelijke bepalingen en administratieve geldboetes in geval van belemmering van controle*

Art. 49. § 1. Onverminderd artikel 61 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden kunnen de subsidies, vergoedingen of toelagen geschorst worden indien de werkgever de controle van de aanwending van subsidies, vergoedingen of toelagen, geregeld krachtens dit decreet, verhindert.

De in het eerste lid bedoelde schorsing is ook van toepassing voor een aanvraag ter verkrijging van subsidies, vergoedingen of toelagen.

§ 2. De Regering kan nadere regels en de procedure voor de schorsing van de subsidies, vergoedingen of toelagen bepalen.

§ 3. In de door de Regering bepaalde gevallen kan de Administratie de behandeling van aanvragen ter verkrijging van subsidies, vergoedingen of toelagen die worden ingediend op grond van de wetgeving betreffende de omscholing of de bijscholing schorsen zolang een onderzoek van inspecteurs ten aanzien van dezelfde natuurlijke persoon of rechtspersoon lopende is.

Worden voor de toepassing van het vorige lid met de rechtspersoon gelijkgesteld, de rechtspersoon die een aanvraag indient waar tegen geen onderzoek lopende is, maar waarin bestuurders zetelen, of zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de onderneming te verbinden aanwezig zijn, en die over één van deze hoedanigheden beschikken in de rechtspersoon waar tegen een controle lopende is.

In geval van schorsing van behandeling van een aanvraag worden de termijnen bepaald in de gezegde wetgeving betreffende de omscholing of de bijscholing verlengd met de duur van de controle.

HOOFDSTUK IX. — *Administratieve geldboetes*

Afdeling 1. — Regels toepasselijk op de administratieve procedure

Onderafdeling 1. — Vaststelling van de vervolgingen

Art. 50. § 1. De inbreuken op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen waarvoor de inbreukpleger zich niet blootstelt aan strafvervolgingen, maken het voorwerp uit van een administratieve geldboete.

§ 2. Onverminderd de rechten van de burgerlijke partij worden de inbreuken op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen waarvoor de inbreukpleger zich blootstelt aan strafvervolgingen bestraft met een administratieve geldboete tenzij ze op initiatief van het openbaar ministerie aanleiding geven tot:

1° strafvervolgingen zelfs als ze afgesloten wordt met een vrijspraka;

2° een minnelijke schikking;

3° een bemiddeling in strafzaken bedoeld bij artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering;

4° een rechtsvordering die uitgaat van het openbaar ministerie krachtens artikel 138bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 3. De sanctionerend ambtenaar legt de administratieve geldboetes onder voorwaarden die zijn onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen. Deze ambtenaar mag geen beslissing nemen in een dossier waarin hij reeds is opgetreden in een andere hoedanigheid, noch rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben in de ondernemingen of instellingen die betrokken zijn in de procedure.

Art. 51. De toepassing van een administratieve geldboete wordt uitgesloten in geval van:

1° strafvervolgingen zelfs als ze afgesloten wordt met een vrijspraka;

2° een minnelijke schikking;

3° een bemiddeling in strafzaken bedoeld bij artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering;

4º een rechtsvordering die uitgaat van het openbaar ministerie krachtens artikel 138bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 52. Het openbaar ministerie bezorgt aan de sanctionerend ambtenaar een kennisgeving van zijn beslissing om al dan niet strafvervolging in te stellen, een minnelijke schikking of een bemiddeling in strafzaken bedoeld bij artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering voor te stellen of de in artikel 138bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde rechtsvordering in te stellen.

Wanneer het openbaar ministerie afziet van een strafvervolging in te stellen, een minnelijke schikking of een bemiddeling in strafzaken bedoeld bij artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering voor te stellen of van de in artikel 138bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde rechtsvordering in te stellen, of wanneer het openbaar ministerie geen beslissing heeft genomen binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal waarin de inbreuk werd vastgesteld, beslist de sanctionerend ambtenaar of de procedure voor de administratieve geldboete moet worden opgestart.

Art. 53. Indien het openbaar ministerie afziet van een strafvervolging in te stellen, een minnelijke schikking of een bemiddeling in strafzaken bedoeld bij artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering voor te stellen of van de in artikel 138bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde rechtsvordering in te stellen, bezorgt het een afschrift van de procedurestukken van het aanvullend opsporingsonderzoek aan de sanctionerend ambtenaar.

Onderafdeling 2. — Verweermiddelen van de inbreukpleger

Art. 54. De inbreukpleger wordt bij aangetekende brief verzocht zijn verweermiddelen in te dienen.

Deze aangetekende brief vermeldt de volgende gegevens :

1º de referenties van het proces-verbaal tot vaststelling van de inbreuk en houdende het relaas van de feiten die aan de basis liggen van de aanvang van de procedure;

2º het recht van de inbreukpleger om zijn verweermiddelen in te dienen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de dag van de in het eerste lid bedoelde kennisgeving, namelijk op de dag dat de aangetekende brief aangeboden is aan de geadresseerde in persoon, op zijn hoofdverblijfplaats of op de maatschappelijke zetel;

3º het recht om zich te laten bijstaan door een raadsman;

4º het adres van de sanctionerend ambtenaar waar de inbreukpleger zijn dossier kan inzien, alsmede de openingsuren gedurende welke hij hiervoor bij de bevoegde administratie terecht kan;

5º het recht van de inbreukpleger of van zijn raadsman op een afschrift van het dossier;

6º het postadres en het e-mailadres van de sanctionerend ambtenaar alsook de openingsuren ervan, met het oog op de indiening van de verweermiddelen;

Indien de inbreukpleger verzuimd heeft om de aangetekende brief af te halen binnen de vastgestelde termijn, kan de sanctionerend ambtenaar hem bij gewone brief, ter informatie, nog een tweede uitnodiging toesturen om zijn verweermiddelen in te dienen.

Deze tweede uitnodiging doet geen nieuwe termijn van dertig dagen lopen voor de indiening van verweermiddelen.

Art. 55. De verweermiddelen kunnen schriftelijk, inbegrepen via e-mail, of mondeling op verzoek om een voorafgaande afspraak, aan de sanctieambtenaar worden ingediend.

Art. 56. De sanctionerend ambtenaar stelt het dossier met betrekking tot de inbreuken welke aanleiding kunnen geven tot een administratieve geldboete ter beschikking van de inbreukpleger of diens raadsman, zodat hij het kan raadplegen en geeft hem toelating om een kopie te maken van de stukken van het dossier.

De kosten van de kopieën zijn ten laste van de inbreukpleger volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Art. 57. Ieder gebruik van informatie verkregen door raadpleging of het verkrijgen van een kopie van het dossier, dat tot doel of tot gevolg heeft gehad dat het verloop van het onderzoek is belemmerd of dat de persoonlijke levenssfeer, de fysieke of morele integriteit of de eigendom van een in het dossier genoemde persoon is geschonden, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar of een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 500 euro.

Onderafdeling 3. — Beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete

Art. 58. De administratieve geldboete kan alleen worden opgelegd aan de inbreukpleger, zelfs indien de inbreuk is begaan door een aangestelde of een lasthebber, behalve als hij kan aantonen dat hij geen fout heeft begaan, omdat hij naar zijn vermogen alle maatregelen heeft genomen om te verhinderen dat het materiële element van de inbreuk zich voordoet.

Art. 59. De administratieve geldboete kan niet meer worden opgelegd vijf jaar na de vaststelling van de feiten.

De daden van onderzoek of van vervolging, met inbegrip van de kennisgevingen van de beslissingen van het openbaar ministerie omtrent het al dan niet instellen van strafvervolging en het verzoek ten aanzien van de inbreukpleger om verweermiddelen in te dienen, verricht binnen de in het eerste lid gestelde termijn, stuiten evenwel de loop ervan. Met die daden vangt een nieuwe termijn van gelijke duur aan, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren

Art. 60. De administratieve geldboete mag niet worden opgelegd vóór het einde van de termijn vermeld in artikel 77, of vóór het schriftelijk of mondeling verweer van de inbreukpleger, wanneer dit wordt ingediend vóór het einde van de voormelde termijn.

Art. 61. Indien de duur van de vervolging door de sanctionerend ambtenaar de redelijke termijn overschrijdt, kan deze zich beperken tot een eenvoudige schuldigverklaring of een administratieve geldboete opleggen die lager is dan het wettelijk minimum bedoeld bij of krachtens dit decreet.

In geval van een eenvoudige schuldigverklaring kan de sanctionerend ambtenaar niettemin aanspraak maken op de kosten van administratieve procedure overeenkomstig de door de regering vastgestelde modaliteiten.

Art. 62. Na afloop van de termijn bedoeld in artikel 54, tweede lid, 2º, en, in voorkomend geval, na de datum vastgelegd voor het verhoor van de inbreukpleger of diens raadsman, beslist de sanctionerend ambtenaar, rekening houdend met de schriftelijk of mondeling voorgedragen verweermiddelen, indien er verweermiddelen waren, om de aanvankelijk overwogen administratieve geldboete of een lagere geldboete op te leggen, of om geen administratieve geldboete op te leggen.

Wanneer hij beslist om geen administratieve geldboete op te leggen, betekent de sanctionerend ambtenaar zijn beslissing bij gewone zending aan de inbreukpleger.

Met inachtneming van de algemene verordening gegevensbescherming en van Richtlijn 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad kan de sanctionerend ambtenaar een afschrift van de genomen beslissing aan iedere betrokken persoon die tot de in de artikelen 23 en 24 bedoelde diensten behoort, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van laatstgenoemde mededelen.

Art. 63. De beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete is met redenen omkleed.

Ze vormt een betalingsbevel en omvat onder andere de overwegingen die feitelijk en rechtens aan de basis liggen van de beslissing, enerzijds als antwoord op de ingediende verweermiddelen en anderzijds als motivering voor het bedrag van de administratieve geldboete.

Ze omvat daarenboven inzonderheid de volgende elementen :

1° de bepalingen die de rechtsgrond ervan uitmaken;

2° de referenties van het proces-verbaal tot vaststelling van de inbreuk en houdende het relaas van de feiten die aan de basis lagen van de aanvang van de procedure;

3° de datum van het verzoek tot indiening van de verweermiddelen;

4° het bedrag van de administratieve geldboete, eventueel verhoogd met de kosten van de administratieve procedure bepaald volgens de modaliteiten van de Regering;

5° de bepalingen van artikel 68 met betrekking tot de betaling van de geldboete;

6° de bepalingen van artikel 67 betreffende het beroep tegen de beslissing.

Art. 64. De in artikel 63 bedoelde beslissing wordt aan de inbreukpleger ter kennis gebracht bij een aangetekende brief samen met een verzoek tot betaling van de geldboete binnen de termijn bepaald bij artikel 68.

De kennisgeving doet de strafvordering vervallen.

Indien de inbreukpleger verzuimd heeft de aangetekende brief af te halen binnen de vastgestelde termijn, kan de sanctionerend ambtenaar hem ter informatie bij gewone brief een afschrift van de beslissing toezenden. Deze tweede zending geeft geen aanleiding tot een nieuwe termijn van drie maanden voor het instellen van het in artikel 67 bedoelde beroep.

Art. 65. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 64 en 67 heeft de in artikel 63 bedoelde beslissing uitvoerende kracht.

Art. 66. De Regering kan de modaliteiten betreffende de beslissing en de procedures tot oplegging van een administratieve geldboete aanvullen.

Onderafdeling 4. — Beroepen

Art. 67. Onverminderd artikel 77 stelt de inbreukpleger die de beslissing van de sanctionerend ambtenaar betwist, op straffe van verval een verzoek bij wege van verzoekschrift in.

Het verzoek wordt bij de arbeidsrechtbank ingesteld in geval van inbreuk op de aangelegenheden bedoeld in artikel 3, 3° en 4°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Dit beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Onderafdeling 5. — Betaling van de administratieve geldboete

Art. 68. De administratieve geldboete wordt betaald binnen een termijn van drie maanden die ingaat op de dag van de kennisgeving van de beslissing tot oplegging van de administratieve geldboete of op de dag waarop de gerechtelijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

De in het eerste lid bedoelde termijn gaat in op de dag dat het aangetekend schrijven aangeboden is aan de bestemmeling in persoon, op zijn hoofdverblijfplaats of op de maatschappelijke zetel.

De sanctionerend ambtenaar kan evenwel de inbreukpleger op diens verzoek en indien daar toe aanleiding bestaat een langere termijn toekennen die geenszins de verjaringstermijn van de rechtsvordering tot invordering van de geldboete als bedoeld bij artikel 72 mag overschrijden. In dat geval deelt de sanctionerend ambtenaar het afbetalingsplan schriftelijk mee aan de inbreukpleger.

Art. 69. De Regering kan de modaliteiten betreffende de beslissing en de procedures tot oplegging van een administratieve geldboete aanvullen.

Art. 70. Indien de inbreukpleger in gebreke blijft voor de betaling van de administratieve geldboete binnen de termijn van drie maanden bepaald in artikel 68, eerste lid, of het hem overeenkomstig artikel 68, derde lid, of artikel 69, derde lid, toegekende afbetalingsplan niet komt, maakt de sanctionerend ambtenaar het dossier aanhangig bij de federale Administratie of bij iedere door de Regering aangewezen dienst. In dat geval deelt de sanctionerend ambtenaar hun een afschrift van de administratieve beslissing en, in voorkomend geval, van de in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing.

Art. 71. De Regering kan de modaliteiten betreffende de invordering van de administratieve geldboete en de desbetreffende procedures aanvullen.

Art. 72. De rechtsvordering tot invordering van de administratieve geldboete verjaart tien jaar na de dag waarop geen beroep meer kan worden aangetekend tegen de beslissing van de sanctionerend ambtenaar.

Art. 73. Door de betaling van de geldboete vervalt de rechtsvordering van de sanctionerend ambtenaar.

Onderafdeling 6. — Aan minderjarigen opgelegde administratieve geldboetes

Art. 74. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de minderjarigen onder zestien jaar op het moment van de feiten.

Art. 75. Wanneer de procedure tot oplegging van een administratieve geldboete opgestart wordt tegen een persoon onder achttien jaar, wordt het in artikel 54 bedoelde aangetekend schrijven gericht aan de minderjarige, alsook aan zijn vader en moeder, voogden of personen die het toezicht op hem uitoefenen. Die partijen beschikken over dezelfde rechten als de inbreukpleger.

De sanctionerend ambtenaar stelt de stafhouder van de Orde van advocaten daarvan in kennis zodat de minderjarige door een advocaat bijgestaan kan worden. Die kennisgeving wordt samen met het in het eerste lid bedoelde aangetekend schrijven verstuurd.

Uiterlijk binnen twee werkdagen, te rekenen van de datum van die kennisgeving, wordt een advocaat aangewezen door de stafhouder van het bureau voor juridische bijstand.

Een afschrift van het bericht waarmee de stafhouder in kennis van de aanhangigmaking gesteld wordt, wordt bij het proceduredossier gevoegd.

In het geval van een belangenconflict zorgt de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand ervoor dat de belanghebbende bijgestaan wordt door een andere advocaat dan degene op wie zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen een beroep hebben gedaan.

Art. 76. Als de inbreukpleger minderjarig is, worden de in artikel 63 bedoelde beslissing of de beslissing om het dossier zonder gevolg te sluiten, samen met het proces-verbaal van verhoor, ter kennis gebracht van de minderjarige en zijn vader, moeder, voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen.

De vader, moeder, voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboete.

Art. 77. In afwijking van artikel 67 wordt het beroep d.m.v. een kosteloos verzoekschrift bij de jeugdrechtbank ingediend, als de inbreukpleger een minderjarige is die de volle leeftijd van zestien jaar heeft bereikt. In dit geval kan het beroep ook tegen de vader, moeder, voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen, ingediend worden.

De jeugdrechtbank blijft bevoegd indien de inbreukpleger meerjarig is op het moment waarop hij zich uitspreekt.

Afdeling 2. — Regels toepasselijk op de administratieve geldboetes

Onderafdeling 1. — Vermenigvuldiging van de geldboete

Art. 78. De opdeciemen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdeciemen op de strafrechtelijke geldboetes zijn van toepassing op de administratieve geldboetes.

De sanctionerend ambtenaar vermeldt in zijn beslissing de verhoging krachtens vooroemde wet van 5 maart 1952 alsook het getal dat uit de verhoging resulteert.

Art. 79. Wanneer de geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers, kandidaat-werknemers, minderjarigen, stagiairs, ondernemingen, operatoren of werkgevers, geldt de regel zowel voor de strafrechtelijke als voor de administratieve geldboete. De vermenigvuldigde geldboete mag niet meer dan het honderdvoud van de maximumgeldboete bedragen.

Onderafdeling 2. — Herhaling

Art. 80. In geval van herhaling binnen het jaar dat volgt op een gerechtelijke beslissing tot schuldigverklaring, op een bestuurlijke beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete of een veroordeling tot een gevangenisstraf of tot betaling van een administratieve of strafrechtelijke geldboete wegens inbreuk op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen of reglementeringen, kan het bedrag van de administratieve geldboete op het dubbel van het maximum worden gebracht.

De termijn van een jaar vangt aan op de dag waarop de bestuurlijke beslissing niet langer vatbaar is voor beroep of op de dag dat de gerechtelijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

Onderafdeling 3. — Meerdaadse samenloop van inbreuken

Art. 81. In geval van samenloop van verschillende inbreuken worden de bedragen van de administratieve geldboetes samengevoegd zonder dat ze evenwel het dubbele van het maximum van de hoogste administratieve geldboete mogen overschrijden.

Onderafdeling 4. — Eendaadse samenloop van inbreuken en samenloop door eenheid van opzet

Art. 82. Wanneer eenzelfde feit verscheidene inbreuken oplevert of wanneer verschillende inbreuken die gelijktijdig worden voorgelegd aan de sanctionerend ambtenaar de opeenvolgende en voortgezette uitvoering zijn van hetzelfde misdadig opzet, wordt alleen de zwaarste administratieve geldboete uitgesproken.

Wanneer de sanctionerend ambtenaar vaststelt dat inbreuken reeds het voorwerp waren van een beslissing tot oplegging van een definitieve administratieve geldboete, en andere feiten die bij hem aanhangig zijn en die in de vooronderstelling dat zij bewezen zouden zijn, aan die beslissing voorafgaan en samen met de eerste inbreuken de opeenvolgende en voortgezette uitvoering zijn van een zelfde misdadig opzet, houdt hij bij de toeteming van de administratieve geldboete rekening met de reeds opgelegde administratieve geldboetes. Indien deze hem voor een juiste bestraffing van al de inbreuken voldoende lijken, spreekt hij zich uit over de schuldvraag en verwijst hij in zijn beslissing naar de reeds opgelegde administratieve geldboetes. Het totaal van de administratieve geldboetes opgelegd met toepassing van dit artikel mag het maximum van de zwaarste administratieve geldboete niet te boven gaan.

Onderafdeling 5. — Uitwisseling van administratieve geldboetes

Art. 83. Voor de vaststelling van het bedrag van de geldboete mag geen rekening gehouden worden met een beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete of tot schuldigverklaring die drie jaar of meer voor de feiten is gewezen. Deze termijn van drie jaar vangt aan op het ogenblik dat de beslissing uitvoerbare kracht heeft gekregen of wanneer de gerechtelijke beslissing over het beroep van de inbreukpleger in kracht van gewijsde is gegaan.

Onderafdeling 6. — Verzachtende omstandigheden

Art. 84. Indien verzachtende omstandigheden aanwezig zijn, is de sanctionerend ambtenaar, de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank of, in voorkomend geval, de jeugdrechtbank gerechtigd om de administratieve geldboete te verminderen tot een bedrag onder het wettelijk minimum, waarbij het evenwel niet lager mag zijn dan 40 percent van het voorgeschreven minimumbedrag.

Onderafdeling 7. — Uitstel

Art. 85. § 1. De sanctionerend ambtenaar mag besluiten dat de beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete niet of slechts gedeeltelijk zal worden ten uitvoer gelegd, voor zover, tijdens de vijf jaren die de nieuwe inbreuk voorafgaan :

1° aan de inbreukpleger geen administratieve geldboete van 25 tot 250 euro, van 50 tot 500 euro, of van 300 tot 3.000 euro werd opgelegd;

2° de inbreukpleger niet veroordeeld werd tot een strafrechtelijke geldboete van 50 tot 500 euro, van 100 tot 1.000 euro, van 600 tot 6.000 euro, of een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar.

Enige strafrechtelijke sanctie of administratieve geldboete die vroeger uitgesproken was of opgelegd werd voor feiten die voortvloeien uit eenzelfde misdadig opzet, vormen geen beletsel voor het verlenen van een uitstel.

§ 2. De ambtenaar verleent het uitstel bij dezelfde beslissing als die met welke hij de geldboete oplegt.

§ 3. De proeftermijn mag niet minder zijn dan één jaar en niet meer dan drie jaar, te rekenen van de datum van de kennisgeving van de beslissing tot oplegging van de administratieve geldboete of van het vonnis of het arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 4. Het uitstel wordt van rechtswege herroepen ingeval gedurende de proeftijd een nieuwe inbreuk begaan is die de toepassing meebrengt van een administratieve geldboete van een hoger niveau dan de administratieve geldboete die tevoren gepaard ging met uitstel.

§ 5. Het uitstel kan herroepen worden ingeval gedurende de proeftijd een nieuwe inbreuk begaan is die de toepassing meebrengt van een administratieve geldboete van een gelijk of lager niveau dan de administratieve geldboete die tevoren gepaard ging met uitstel.

§ 6. Voor de vergelijking van niveaus als bedoeld in §§ 4 en 5 van de geldboetes worden ze niet vermenigvuldigd met, al naargelang het geval, het aantal betrokken werknemers, het aantal betrokken afnemers van de diensten, of enige andere factor bepaald in de wetten en reglementen als bedoeld in artikel 3.

§ 7. Het uitstel wordt herroepen bij dezelfde beslissing als die waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd voor de nieuwe inbreuk die begaan is tijdens de proeftermijn.

De vermelding van de herroeping van het uitstel in de beslissing geschieft zowel wanneer de herroeping van rechtswege gebeurt, als wanneer deze ter beoordeling van de sanctionerend ambtenaar wordt gelaten.

§ 8. De administratieve geldboete die uitvoerbaar wordt als gevolg van de herroeping van het uitstel wordt onbeperkt gecumuleerd met die welke opgelegd is wegens de nieuwe inbreuk.

§ 9. In geval van beroep tegen de beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete kan de rechter het uitstel dat door de sanctionerend ambtenaar werd verleend niet herroepen. Ze kunnen evenwel het uitstel verlenen wanneer de bevoegde administratie het geweigerd heeft.

Afdeling 3. — Amadeus-databank

Art. 86. § 1. Er wordt een Amadeus-databank opgericht voor het verzamelen, opslaan, structureren, verwerken en uitwisselen van relevante gegevens met betrekking tot de vervolging van inbreuken op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

Met inachtneming van de algemene verordening gegevensbescherming hebben de in het eerste lid bedoelde verrichtingen en het bijwerken van de Amadeus-databank de volgende doelstellingen:

1° de vervolging van inbreuken door middel van administratieve geldboetes;

2° de uitoefening door de inspecteurs van hun wettelijke opdrachten en de adequate bestrijding van de in de eerste lid bedoelde inbreuken;

3° het opmaken van interne en externe statistieken.

§ 2. De Amadeus-databank bevat de door de Regering bepaalde gegevens aangaande volgende personen:

1° iedere persoon die ervan verdacht wordt (mede)dader te zijn van een inbreuk;

2° iedere persoon aan wie een administratieve geldboete opgelegd kan worden;

3° iedere werknemer of persoon die betrokken is of geacht wordt betrokken te zijn bij een inbreuk.

Art. 87. De Amadeus-databank wordt ontwikkeld, beheerd, gehost en beveiligd in overeenstemming met het veiligheidsbeleid van de informatiesystemen van de Waalse Overheidsdienst.

De Regering kan de specifieke modaliteiten voor het beheer en het gebruik van de databank vaststellen.

Art. 88. De Regering bepaalt de categorieën ambtenaren die toegang hebben tot de Amadeus-databank alsook de modaliteiten van deze toegang.

Alle personen die toegang hebben tot de Amadeus-databank moeten de nodige maatregelen nemen om het vertrouwelijk karakter te verzekeren van de persoonsgegevens opgenomen in deze databank en om te verzekeren dat deze gegevens uitsluitend worden aangewend met het oog op de in artikel 86 bedoelde doelstellingen.

Iedere inbreuk op de geheimhoudingsplicht in het kader van de toegang tot de Amadeus-databank wordt bestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

HOOFDSTUK X. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingsbepaling van de wet van 1 juli 1963 houdende toekenning van een vergoeding voor sociale promotie

Art. 89. Artikel 6 van de wet van 1 juli 1963 houdende toekenning van een vergoeding voor sociale promotie, hersteld bij het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen als volgt:

“Art. 6. De controle op de toepassing van deze wet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 2. — Wijzigingsbepaling van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst

Art. 90. Artikel 60bis van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2016, wordt vervangen als volgt:

“Art. 60bis. De controle op de toepassing van deze wet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 3. — Wijzigingsbepaling van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten

Art. 91. Artikel 20ter van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen als volgt:

“Art. 20ter. De controle op de toepassing van dit besluit en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de

wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 4. — Wijzigingsbepaling van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien

Art. 92. Artikel 13bis van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen als volgt:

”Art. 13bis. De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 5. — Wijzigingsbepaling van de programmawet van 2 augustus 2002

Art. 93. In de programmawet van 2 augustus 2002 wordt een artikel 109/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 109/1. De controle op de toepassing van de artikelen 104 tot en met 109 van deze wet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 6. — Wijzigingsbepaling van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn

Art. 94. Artikel 26 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen als volgt:

”Art. 26. De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

De erkende opleidingenverstrekkers en de opleidingscheques die het voorwerp uitmaken van de in het eerste lid bedoelde controle, kunnen volgens een bijzondere methode bepaald door de Regering gecontroleerd worden.”.

Afdeling 7. — Wijzigingsbepaling van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringssplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën

Art. 95. In artikel 11 van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringssplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

” § 2. De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”;

2° het wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

” § 3. De erkende opleidingenverstrekkers die het voorwerp uitmaken van de in § 2 bedoelde controle, kunnen volgens een bijzondere methode bepaald door de Regering gecontroleerd worden.”.

Afdeling 8. — Wijzigingsbepaling van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling

Art. 96. In artikel 18 van het decreet van 10 juli 2003 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

” § 1. De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”;

2° het wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

” § 3. De erkende opleidingenverstrekkers die het voorwerp uitmaken van de in § 1 bedoelde controle, kunnen volgens een bijzondere methode bepaald door de Regering gecontroleerd worden.”.

Afdeling 9. — Wijzigingsbepaling van het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien

Art. 97. Artikel 22 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien wordt vervangen als volgt:

“Art. 22. De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 10. — Wijzigingsbepaling van het decreet van 27 maart 2014 betreffende het Waalse Landbouwwetboek

Art. 98. Artikel D.393 van het Waalse Landbouwwetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. D.393. Wat betreft de gedeelten die overeenkomstig artikel D.95 toepasselijk zijn op het grondgebied van het Franse taalgebied, wordt de controle op de bepalingen van titel 4, hoofdstuk 2, en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Art. 99. In artikel D.404 van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“Wat betreft de gedeelten die overeenkomstig artikel D.95 toepasselijk zijn op het grondgebied van het Franse taalgebied, worden de inbreuken op de bepalingen van titel 4, hoofdstuk 2, en van zijn uitvoeringsmaatregelen vervolgd overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 11. — Wijzigingsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen

Art. 100. Artikel 8bis van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen als volgt:

“Art. 8bis. De controle op de toepassing van dit besluit wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 12. — Wijzigingsbepaling van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing

Art. 101. Het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing, laast gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, wordt opgeheven.

Afdeling 13. — Slotbepaling

Art. 102. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 februari 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1277 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 27 februari 2019.

Besprekking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201646]

28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant les conditions sectorielles relatives aux crématoriums et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L1232-13, remplacé par le décret du 6 mars 2009 et modifié par les décrets du 23 janvier 2014 et du 14 février 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant les conditions sectorielles relatives aux crématoriums et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé;

Vu le rapport du 10 septembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 29 juin 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, a), 2^{ème} tiret, les mots « de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement » sont remplacés par les mots « des services du Gouvernement wallon compétent pour l'analyse de l'impact de l'environnement sur la santé »;

2^o au § 1^{er}, a), 3^{ème} tiret, les mots « du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie » sont remplacés par les mots « de la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale »;

3^o au § 1^{er}, b), les mots « ainsi que sur celui de la Direction de la Santé environnementale de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé » sont abrogés.

Art. 2. Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie » sont remplacés par les mots « de la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale »;

2^o au § 4, les mots « de la Direction de la Santé environnementale de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé » sont remplacés par les mots « des services du Gouvernement wallon compétent pour l'analyse de l'impact de l'environnement sur la santé ».

Art. 3. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 4. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. Pour toute sépulture en pleine terre, seuls les cercueils fabriqués en bois massif ou en d'autres matériaux biodégradables n'empêchant pas la décomposition naturelle et normale de la dépouille, peuvent être utilisés.

L'usage de cercueils en carton et de cercueils en osier est autorisé.

L'usage d'une doublure en zinc est interdit.

Les housses destinées à contenir les dépouilles sont fabriquées exclusivement dans des matériaux ou tissus naturels et biodégradables.

Les colles, vernis, matériaux de colmatage et autres enduits ne peuvent pas empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille.

Les matériaux synthétiques ou les métaux utilisés pour les poignées, les ornements et les éléments de raccord tels que clous, vis, agrafes, pinces et couvre-joints en métal sont autorisés.

Les garnitures intérieures des cercueils, tels que draps de parure, matelas, couvertures, coussins, peuvent uniquement se composer de produits naturels biodégradables. L'intérieur des coussins et des matelas est composé de produits naturels biodégradables.

Les conditions auxquelles le cercueil doit satisfaire et qui sont prévues par cet article ne sont pas applicables aux cercueils utilisés pour le transport international des dépouilles. Le cercueil utilisé pour le transport international ne peut pas être inhumé. Le cercueil qui sera inhumé répondra aux exigences définies aux alinéas 1^{er} à 7. ».

Art. 5. L'article 18 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. Pour toute sépulture en caveau, seuls les cercueils fabriqués en bois massif, équipés d'une doublure en zinc avec soupape, les cercueils en métal ventilés ou les cercueils en polyester ventilés peuvent être utilisés.

L'usage de cercueils en carton et en osier est interdit.

Les housses destinées à contenir les dépouilles restent entièrement ouvertes.

Les colles, vernis, matériaux de colmatage et autres enduits ne peuvent pas empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille.

Les matériaux synthétiques ou les métaux utilisés pour les poignées, les ornements et les éléments de raccord tels que clous, vis, agrafes, pinces et couvre-joints en métal sont autorisés. La solidité des poignées équipant les cercueils en bois massif est garantie lors des exhumations de confort et des assainissements.

Les garnitures intérieures des cercueils, tels que draps de parure, matelas, couvertures, coussins, peuvent uniquement se composer de produits naturels biodégradables. L'intérieur des coussins et des matelas est composé de produits naturels biodégradables.

Les conditions auxquelles le cercueil doit satisfaire et qui sont prévues par cet article ne sont pas applicables aux cercueils utilisés pour le transport international des dépouilles. Le cercueil utilisé pour le transport international ne peut pas être inhumé sauf s'il répond aux exigences définies aux alinéas 1^{er} à 6. ».

Art. 6. L'article 41 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme :

« Toute sépulture d'une victime de guerre, civile ou militaire, est une sépulture d'importance historique locale. ».

Art. 7. Dans l'article 42, alinéa 2 du même arrêté, les mots « au Département du Patrimoine » sont remplacés par les mots « à la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale ».

Art. 8. Dans l'article 44 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie » sont remplacés par les mots « de la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « au Département du Patrimoine » sont remplacés par les mots « à la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale ».

Art. 9. Dans l'arrêté précité, est inséré un chapitre VIIIbis intitulé " Identification du service compétent visé aux articles L1232-2, L1232-21 et L1232-28 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation " comportant un article, rédigé comme suit :

« Art. 45bis. La Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale est le « service désigné par le Gouvernement », tel que visé aux articles L1232-2, L1232-21 et L1232-28 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. ».

Art. 10. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant les conditions sectorielles relatives aux crématoriums et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé, à l'annexe 1^{ère}, alinéa 1^{er}, 1., les mots « ou en carton, ou en osier, » sont insérés entre les mots « bois massif » et les mots « ou en MDF ».

Art. 11. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{ère}, alinéa 1^{er}, 2. est remplacée par ce qui suit :

« Le cercueil en bois massif, en MDF et en Aggloméré est d'une épaisseur de 15 mm minimum et 25 mm maximum. Le cercueil en carton est d'une épaisseur de 8 mm minimum. ».

Art. 12. Le décret du 14 février 2019 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures et le présent arrêté entrent en vigueur le 15 avril 2019.

Art. 13. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE